



**L'Amicale du Nid
Haute Garonne**

**Rapport d'activité
2011**

CHRS et Prévention



6, rue de l'Orient
31000 TOULOUSE
05 34 41 57 60

amicale-du-nid-31@orange.fr
Site : www.amicaledunid31.fr

L'Amicale du Nid

Association Loi 1901 – déclaration (Préfecture de la Seine) : 19/08/46 – J.O. du 21/09/46

Siège social : 21, rue du Château d'Eau

75010 PARIS

Tél. : 01 44 52 56 40

Fax : 01 42 03 55 39

Email : contact@adn-asso.org

www.amicaledunid.org

Présidente : Geneviève Duché

Directrice Générale : Hélène De Rugy

L'amicale du nid Toulouse

Ouverture du service : 10 octobre 1967

Agrément CHRS depuis le 1er janvier 2007

6, rue de l'Orient

31000 Toulouse

Tél. : 05 34 41 57 60

Fax : 05 34 41 57 69

Email : amicale-dunid-31@wanadoo.fr

Président Territorial : Jean Louis SIRVEN

Directeur : Jean Luc ARNAUD à partir du 2 janvier 2010

SOMMAIRE

I - INTRODUCTION.....	5
I – a – Introduction de la Déléguée Générale	5
I – b – Introduction de l'établissement.....	8
II - L'ASSOCIATION à TOULOUSE.....	9
II - a - Le projet	9
II – b - Modalités d'action :	10
II – c - Organisation des actions.....	13
II -d - Moyens en personnel et affectation	14
II – e - Affectation par activités en direction du public	15
II – f - Moyens financiers	16
III - L'ACTIVITE CHRS-SANS HEBERGEMENT 2011	18
III – a Les publics en lien avec l'établissement.....	18
IV - LES ACTIONS DE L' « ALLER VERS ».....	22
IV - a - L'activité travail de rue	22
IV - b Le site internet de l'établissement.	24
IV - c La formation.....	25
V - LES ACTIONS DE L'« ACCOMPAGNER VERS ».....	26
V - a - L'accueil collectif sans rendez-vous.....	27
V - b Les activités collectives.	28
V - c - L'accompagnement individuel, vers l'insertion.....	30
VI - L'ACTIVITE PREVENTION, FORMATION.	38
VI -a Rappel des principes fondateurs.....	38
VI - b Activité 2011.....	40

I - INTRODUCTION

I - a - Introduction de la Déléguée Générale

L'Amicale du Nid née en 1946, est une association nationale régie par la loi 1901 ; elle est laïque et indépendante de tout parti et de toute organisation

Ses missions :

- à partir d'un lien avec les personnes en situation, en danger ou ayant connu la prostitution, accompagner **vers une alternative à la prostitution**
- conduire une réflexion et des recherches sur la question de la prostitution, sensibiliser, former, prévenir.

Ces missions sont accomplies par des professionnels salarié-es

Dans la droite ligne des idées fondatrices, l'Association met l'accent auprès des personnes. Elle s'appuie sur les professionnels de l'accueil et de l'accompagnement que requiert concrètement la situation des personnes prostituées.

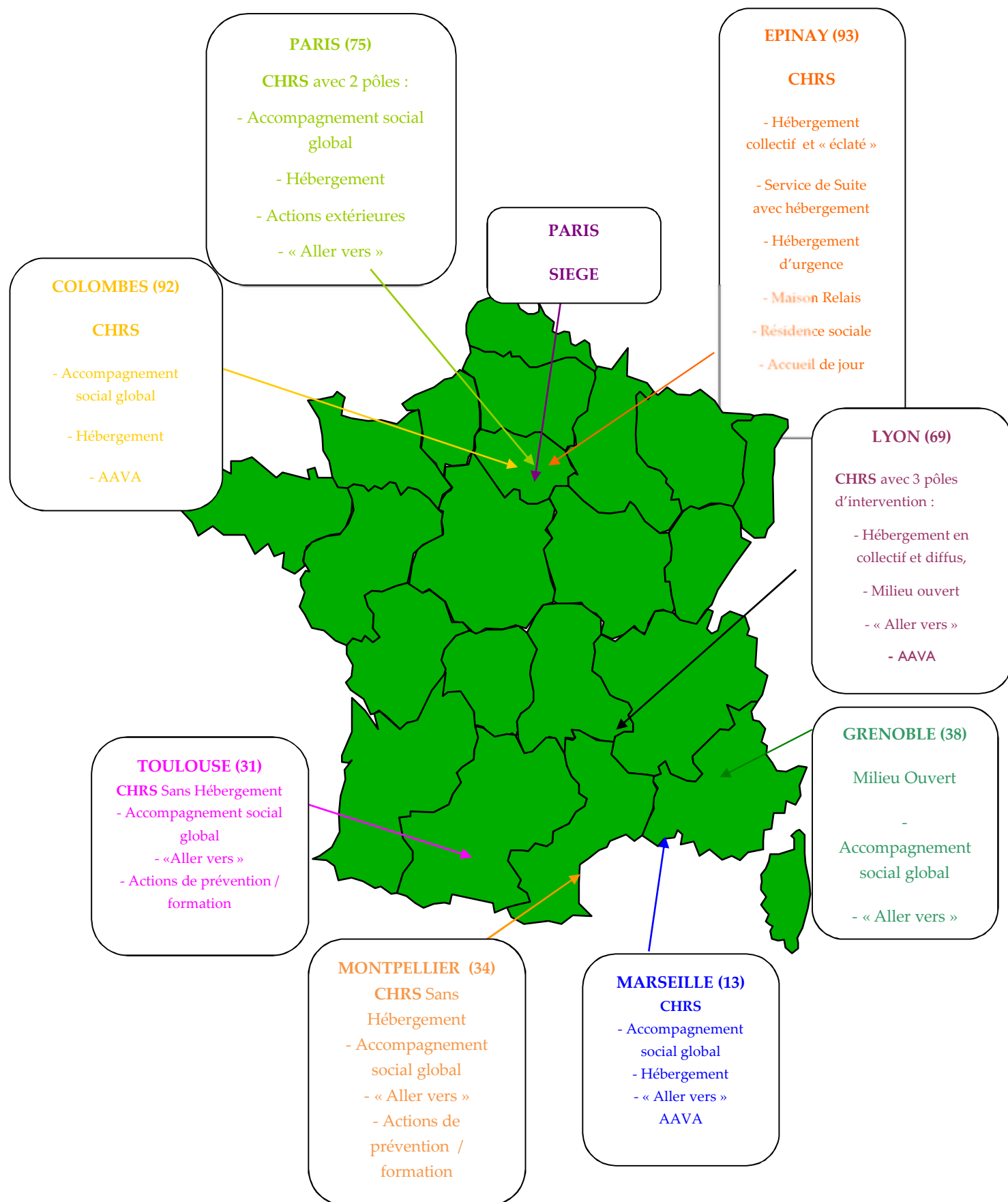
L'Association ne porte pas de jugement sur les personnes et considère la prostitution comme une réalité humainement inacceptable.

Elle considère que l'acte prostitutionnel touche à l'intégrité de la personne dans le corps et dans l'esprit. Le corps de l'être humain ne peut constituer un objet de commerce, cela est **incompatible avec la dignité humaine**.

L'Association s'élève contre toute loi et règlement contribuant à l'exclusion et à une situation de marginalisation des personnes prostituées. Elle refuse **la banalisation** que constituerait son assimilation à une profession.

L'Amicale du Nid se réfère à la Convention internationale de 1949, ratifiée par la France à travers les Ordonnances du 25 novembre 1960 et à la loi contre les exclusions du 29 juillet 1998.

Parce que le phénomène prostitutionnel déborde largement le cadre d'une ville, d'un département ou d'une région, l'association a un impact national. Elle est implantée dans 8 départements.



L'année 2011 a été marquée par le travail réalisé par la Mission Parlementaire d'information sur la prostitution en France. La Mission a travaillé de septembre 2010 à avril 2011, auditionnant de nombreux acteurs, dont l'Amicale du Nid, qui a été entendue six fois. Une Résolution Parlementaire réaffirmant la position abolitionniste de la France a été votée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale le 6 décembre 2011. Une proposition de loi porte sur la pénalisation de l'achat d'un acte sexuel et une meilleure protection des victimes de la prostitution, notamment celles qui sont soumises à la traite des êtres humains.

Dans ce contexte de débat public sur la question de la prostitution, l'Amicale du Nid a pris des positions politiques fortes en 2011.

- En février 2011, l'Amicale du Nid a publié un communiqué de presse s'opposant au projet de création d'un métier « d'aidant sexuel pour les personnes handicapées »,
- En avril 2011, l'association s'est positionnée pour l'interdiction de tout achat d'acte sexuel et la responsabilisation du client par la pénalisation
- En septembre 2011 et en novembre 2011, en partenariat, l'association a demandé la mise en œuvre d'une politique publique cohérente, globale et effective pour :

Construire de véritables alternatives à la prostitution :

- supprimer toutes mesures répressives à l'encontre des personnes prostituées
- leur ouvrir des droits effectifs y compris le droit au séjour pour les personnes étrangères
- les accompagner pour une reconstruction qui permet de sortir de la prostitution

Pénaliser les « proxénètes » :

- renforcer la lutte contre le proxénétisme et le trafic international
- interdire tout achat sexuel et donner un sens de responsabilisation à la sanction

Prévenir, informer, former :

- éduquer à une sexualité libre, respectueuse de l'autre et à l'égalité entre les femmes et les hommes
- prévenir les risques prostitutionnels, informer et former sur la réalité de la prostitution

I - b - Introduction de l'établissement

Nous disions ceci dans le rapport d'activité 2010 :

« *Pourtant, la question de la prostitution reste entière dans la société actuelle et ne doit pas souffrir d'indifférence ou de coup d'arrêt.* ». En effet, un certain nombre de faits sociaux ou sociétaux ne peuvent que nous conduire à penser que les phénomènes prostitutionnels ne sont pas près de trouver une place plus apaisée dans la société française du XXIème siècle : la place de la sexualité dans l'espace médiatique, la marchandisation du corps et sa surexposition croissante, les violences faites aux femmes, la place de l'argent dans les fonctionnements sociaux, le non accompagnement des jeunes sur les questions de sexualité, la place d'internet dans l'initiation de ces même jeunes, la généralisation de la compulsion d'achat et de consommation, le poids des réseaux internationaux, l'ensemble de ces éléments concourt à renforcer et diversifier les phénomènes de prostitution. »

L'activité d'accompagnement des personnes en situation de prostitution et les actions de prévention de l'année 2011 ne font que confirmer ce que nous énoncions il y a un an, suivant en cela l'emballage actuel, politique et médiatique, sur les faits de prostitution.

Trois exemples de situations concrètes qui éclairent cette évolution.

- ✚ Depuis de nombreuses années, les personnes accessibles en travail de rue jour étaient très majoritairement des personnes d'origines européennes, françaises ou d'immigration intra-UE, pour la plupart d'âge mûr. A partir du dernier trimestre 2011, les équipes de rue jour ont pu aborder des personnes dont l'âge n'excède pas 25 ans, de nationalité française. Bien que le nombre peu élevé de ces situations ne permette pas de tirer un enseignement général, il rend certainement compte d'une fragilité croissante d'une partie de la jeunesse et de sa plus grande vulnérabilité vis-à-vis de la prostitution.
- ✚ Les personnes issues des problématiques TEH à fin d'exploitation sexuelle ont toujours été contraintes à se déplacer entre les villes d'un même pays, ou entre les pays de l'UE. Les réseaux les empêchent ainsi de nouer des liens avec un environnement qui pourrait les identifier et les protéger. Depuis le début de l'année 2011, nous assistons à une arrivée importante de personnes originaires de l'Afrique subsaharienne, régularisées en Espagne, qui migrent en raison de la crise économique et financière espagnole : soit elles n'ont plus de revenus car plus de clients soit elles sont priées de laisser leur place à des personnes espagnoles.
- ✚ Les personnes accompagnées par le service, victimes de TEH à fin d'exploitation sexuelle étaient par le passé souvent âgées de 30-35ans, certainement le temps nécessaire à un remboursement d'une partie de la « dette » et à une certaine « réflexion » sur leur parcours. En 2010, l'équipe avait noté un rajeunissement des demandeuses, en 2011 nous avons accueilli la 1^{ère} victime de TEH mineure. Agée de 16,5 ans elle a été reconnue par sa cousine, également suivie il y a quelques années par le service, lors d'un mariage africain à Albi. Arrivée à Athènes à 14,5 ans elle se prostituait dans l'espace public à Albi depuis plusieurs semaines. Les retrouvailles de deux membres d'une même famille à une telle distance de leur lieu de naissance donnent une mesure de l'ampleur du phénomène « traite » au Nigéria.

Deux précautions vis-à-vis de ces exemples : gardons-nous de faire l'amalgame entre les questions posées par la prostitution et les questions liées à la Traite des Etres Humains, les deux phénomènes

ne se confondent pas bien qu'ils aient évidemment des versants qui se rejoignent et veillons également à présenter les points positifs de l'activité du service en 2011.

- ✚ Le nombre de personnes rencontrées et suivies qui augmente, témoigne du besoin croissant, mais aussi de notre capacité à remplir nos missions de lutte contre les exclusions. C'est la seconde année consécutive de hausse des personnes prises en charge par l'établissement.
- ✚ Les partenariats qui se développent rendent compte de notre capacité à mobiliser les acteurs institutionnels sur ces questions complexes. Cette année avec la chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité sur les questions de TEH et de sensibilisation à la prostitution des jeunes. En 2010, nous avons fait évoluer le partenariat avec le Ville de Toulouse, avec la convention de mise à disposition de logements pour les femmes victimes de violence.
- ✚ La mise en place d'outils nouveaux, en 2011 l'orientation spécifique de « l'atelier français » vers une expérimentation « santé-français », nous situe toujours dans une dynamique de propositions renouvelées, et c'est sans doute la source de notre force : évaluation, recherche, adaptation, humilité font partie des pratiques de l'établissement. L'an dernier nous avons lancé le site de l'établissement.
- ✚ L'inscription dans le champ de la lutte contre les exclusions s'est renforcée avec notre adhésion au GCSMS « Garonne » qui gère le SIAO insertion sur le département, ceci permettant une meilleure prise en compte de la prostitution dans le champ du travail social.
- ✚ 2011 aura vu la parution et la diffusion du livre « Prostitution : Guide pour un accompagnement social », aux éditions ERES. Ce document marque la volonté des professionnels de transmettre leurs expériences et questionnements en termes de suivi individualisé, des personnes prostituées. La place des établissements de l'Amicale du Nid y a été importante : deux des quatre écrivains finissant cette aventure y travaillent.

Forts de ces constats, liés aux situations des personnes, et aux projets de travail développés, nous souhaitons vivement que l'année qui vient soit toujours le témoin du même dynamisme et d'une qualité de lien équivalente, avec les personnes en situation de prostitution.

Nous sommes en effet persuadés que les conditions du changement sont liées à une forme d'alliance, entre elles et nous, qui leur permet de mettre en perspective les alternatives que nous pouvons les aider à construire.

II - L'ASSOCIATION à TOULOUSE

II - a - Le projet

Respectueux du projet associatif, il tient compte des réalités de la prostitution au plan local et s'inscrit dans le dispositif de lutte contre les exclusions et les politiques de prévention, existant sur le territoire d'implantation.

LES PRINCIPES FONDATEURS DE L'ACTION :

- ✚ Participer à la lutte contre les exclusions et le développement de la prostitution en agissant auprès des personnes en situation de prostitution et en amont, auprès des publics vulnérables, des professionnels par des actions partenariales,

- ✚ Proposer un accompagnement global et personnalisé de chaque situation,
- ✚ Respecter le choix des personnes tout en les aidant à l'analyser pour leur permettre de passer d'objet à sujet de leur histoire,
- ✚ Veiller à ce que chaque personne accueillie ne s'installe pas dans un lien de dépendance au service,
- ✚ Conserver et enrichir la fonction relais entre les publics et les dispositifs de droits communs,
- ✚ Construire des actions souples et adaptables à l'évolution des publics, des dispositifs de droit commun, du contexte social, économique et des politiques sociales.

UN POSITIONNEMENT :

L'accompagnement des parcours d'insertion n'est pas appuyé sur l'hébergement, mais sur un travail en partenariat au niveau local et national et une coopération entre structures, un positionnement pour initier des ponts entre les publics et les dispositifs. Ce positionnement exige donc une adaptabilité permanente des pratiques en interne et en externe. Une orientation du projet décidée par la structure dès sa création, pour plusieurs raisons majeures est toujours d'actualité :

- éviter la stigmatisation,
- multiplier les possibilités de réponses,
- offrir d'autres compétences pour accompagner les parcours,
- favoriser l'apprentissage des relations sociales et des codes indispensables pour vivre en société,
- donner aux personnes la liberté d'être accompagnées par d'autres professionnels,
- se situer en « référent coordinateur » pour une continuité du suivi,
- proposer aux partenaires un partage de connaissances pour faire évoluer la représentation de ces personnes et faciliter leur prise en charge.

L'amicale du nid Toulouse, est aussi impliquée dans des dispositifs et commissions de réflexion au plan national.

II – b - Modalités d'action :

La spécificité du service d'accompagnement vers l'insertion tient en grande partie au fait que cette fonction n'étant pas appuyée sur une offre d'hébergement ou de logement, l'essentiel du travail d'accompagnement s'effectue en milieu ouvert. Ce parti pris exige un double positionnement auprès des personnes :

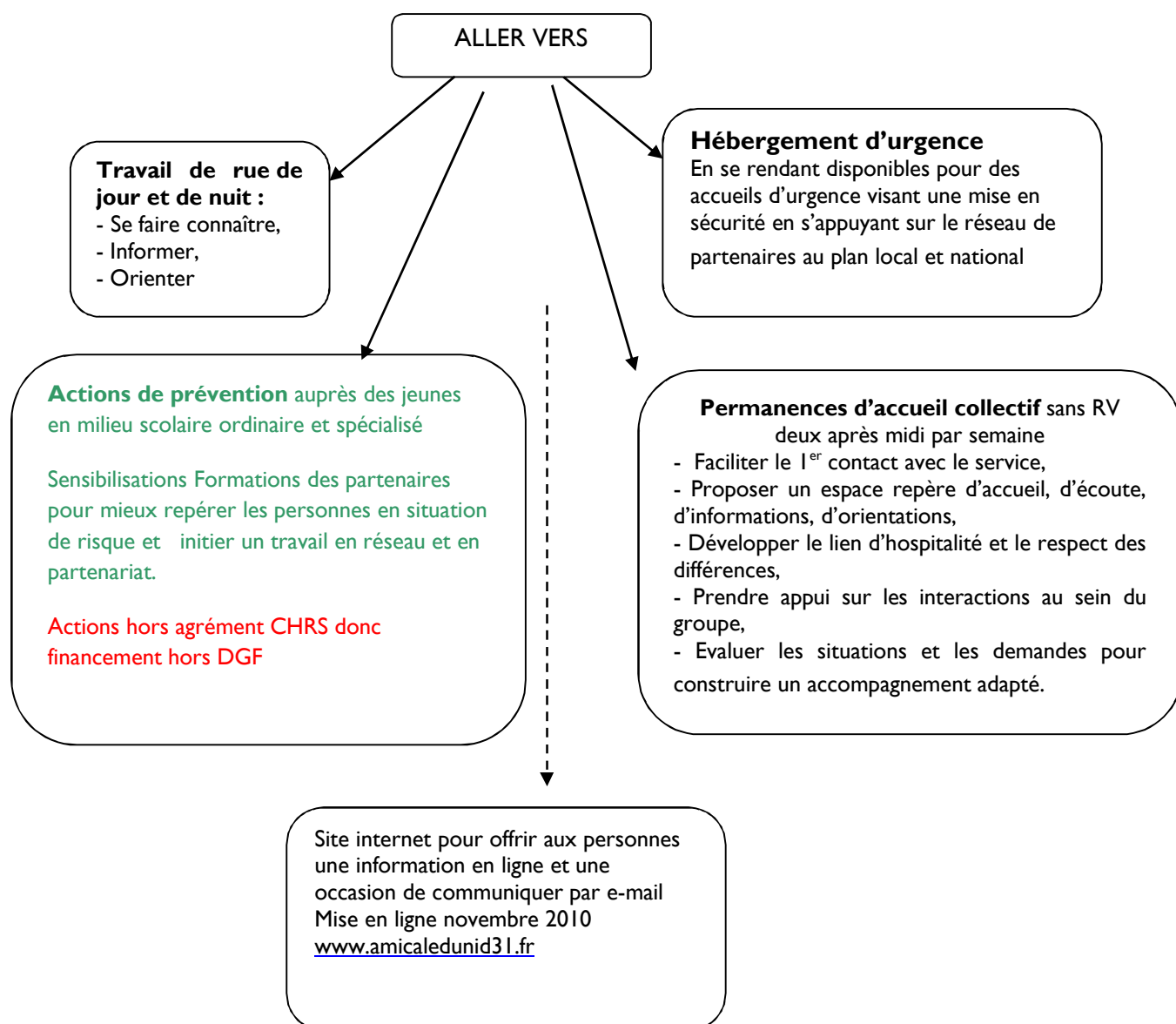
- d'une part il faut mettre en place des procédures de travail pour aller vers les publics concernés afin de faire l'offre qui peut susciter, soutenir ou initier un début de démarche,
- d'autre part il faut être en lien avec l'ensemble des acteurs sociaux qui peuvent prendre une place dans cet accompagnement au titre de leur spécificité : logement, hébergement, santé, emploi, formation, justice, etc.

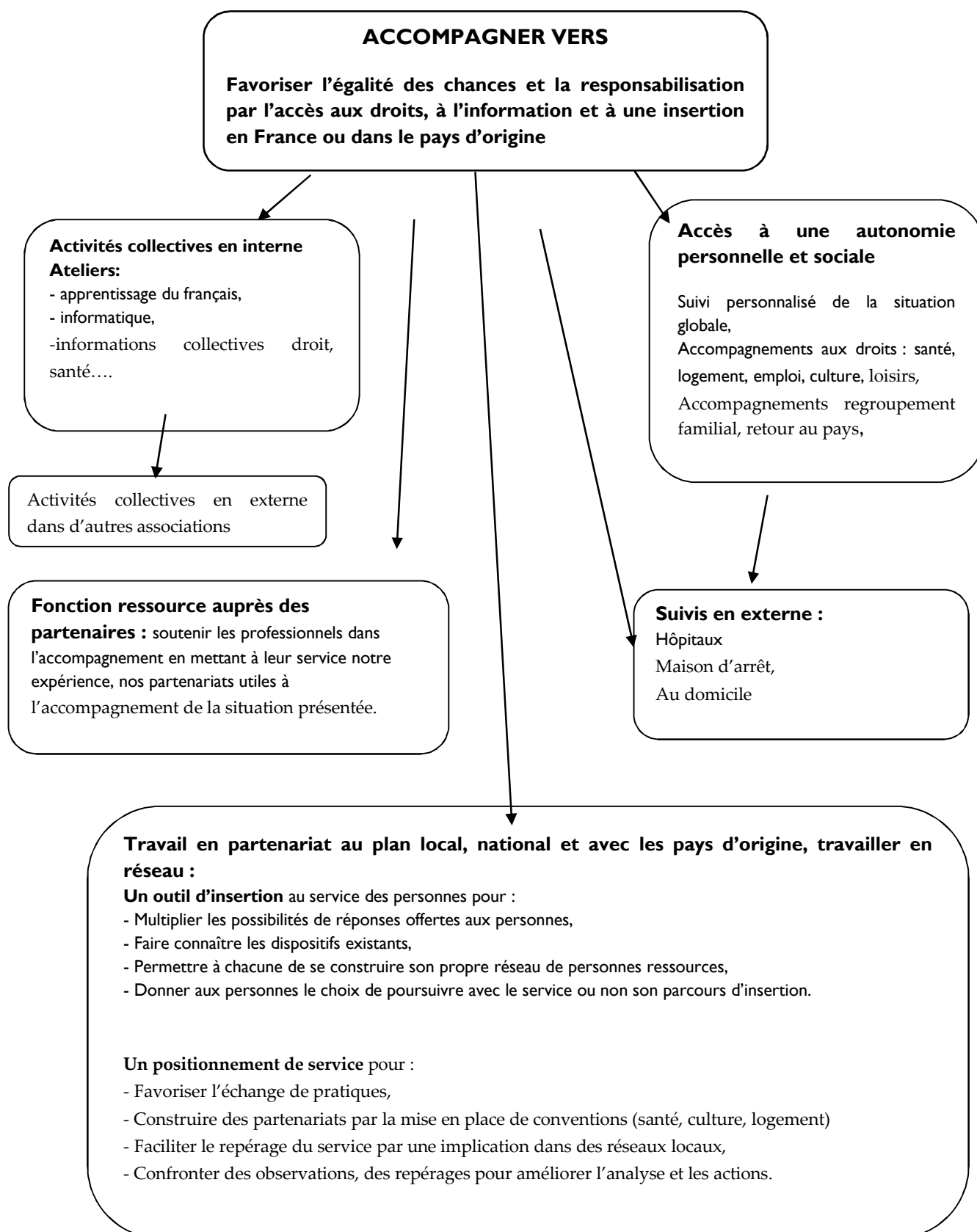
Le service dans ce cadre garde la place de pivot qui accompagne et organise avec la personne, et qui prend en compte en premier lieu les questions qui sont liées à la prostitution.

Ce double mouvement et cette place centrale peuvent être symbolisés par les schémas suivants.

ALLER VERS

Parce que la situation d'exclusion s'amorce souvent dès l'enfance, parce que les personnes peuvent ignorer les aides possibles, parce que la prostitution crée un enfermement renforcé par la barrière de la langue, de la culture, le projet doit viser à créer les conditions d'un changement de situation pour les personnes et offrir des interventions et des compétences adaptées.



ACCOMPAGNER VERS :

II – c - Organisation des actions

Cette partie du rapport d'activité va s'attacher à présenter l'organisation de l'activité des 4 travailleurs sociaux, qui mettent en œuvre les actions de contact, d'accueil et d'accompagnement vers l'insertion des publics, donc les actions qui sont financées dans le cadre de la DGF. Le paragraphe suivant fera apparaître l'action prévention/formation, soutenue par des financements complémentaires.

L'enjeu est pour nous de proposer aux personnes accueillies, un ensemble cohérent qui tient compte à la fois des moyens humains et des objectifs des actions mises en place, avec les orientations présentées dans le projet d'établissement.

ORGANISATION HEBDOMADAIRE DES ACTIVITES				
LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
<u>-8h30 à 10h</u> Organisation semaine <u>-10h à 12h</u> supervision : 1/3 ou travail administratif	<u>-8h30 à 13h</u> RDV individuels et accompagnements des personnes en parcours d'insertion	<u>-8h30 à 13h</u> RDV individuels <u>10h30 à 12h</u> Réunion prévention 1/3	<u>-8h30 à 11h30</u> Réunion d'équipe de fonctionnement	<u>-8h30 à 13h</u> RDV individuels et accompagnements, travail administratif
<u>-14h à 17h</u> Travail de rue : 1/2 -RDV individuels -Groupe de parole personnes transsexuelles : 1/ tous les 2 mois	<u>-13h30 à 17h</u> Accueil collectif sans RDV RDV individuels, suivis, Accompagnements <u>-16h30 à 18h30</u> Atelier français	<u>-13h à 17h30</u> RDV individuels	<u>-13h à 17h30</u> RDV individuels <u>-15h à 18h</u> Accueil collectif	<u>-13h à 16h</u> RDV individuels et accompagnements, travail administratif
	<u>23h à 2h</u> Travail de rue 1/2			

Plusieurs remarques par rapport à cette organisation.

Elle propose, dans le déroulement de la semaine, une alternance équilibrée entre les différentes propositions, pouvant favoriser une prise en charge adaptée : une personne rencontrée lors du travail de rue pourra rapidement accéder à l'accueil collectif ou à un rendez-vous individuel.

L'atelier informatique qui était positionné le mercredi après-midi de 16h à 18h a été suspendu en 2010 : la fréquentation moyenne étant entre 2 et 3 personnes pour une mobilisation de 2 éducateurs, il y avait un trop grand déséquilibre entre la charge et la réponse public. Par contre cette proposition est maintenant accessible lors des accueils collectifs, sur des modalités différentes.

Le travail administratif est en constante progression : outre la montée en charge de toutes les saisies informatiques liées au suivi classique des personnes accompagnées, les dossiers liés aux demandes d'asile ou en référence à la loi L316-1, protection des personnes victimes de réseau de Traite d'Etres Humains sont également très lourds administrativement, d'autant plus qu'ils sont chargés d'enjeux extrêmement graves pour les bénéficiaires.

Les activités « travail de rue », « accueils collectifs » et « groupe de parole » mobilisent toujours 2 travailleurs sociaux simultanément : il s'agit pour nous de mettre en place des outils qui répondent

aux notions de sécurité pour les salariés mais également de qualité pour les personnes rencontrées ou accueillies. Pour le cas spécifique de l'accueil collectif, si une des assistantes sociales en charge de cette action est absente, un des deux éducateurs en charge du suivi individuel prend le relais. Si cela n'est pas possible, l'accueil se réalise dans des conditions particulières : vigilance des personnels présents sur d'autres actions, entrées par le service et non directement par la rue, peu d'entretiens individuels.

Cette organisation est extrêmement sensible et difficile à pérenniser sur l'ensemble des semaines d'ouverture, d'autant plus cette année puisque deux personnes ont suivi une formation sur une équipe de cinq travailleurs sociaux.

II -d - Moyens en personnel et affectation

Tableau global des effectifs pour l'année 2010.

QUALIFICATION	ETP	
	Financement DGF	Financement hors DGF
Responsable	1	
Assistante de direction	1	
Travailleurs sociaux	4	1
Agent de service	0,30	
Sous- Total	6,30	1
Total		7,30

Plusieurs commentaires, sur ce tableau.

Le poste de secrétaire comptable est passé de 0,94 à 1 ETP en 2010 : suite au changement de responsable et de la requalification de la fonction, l'association a souhaité développer cette fonction : ceci permettra également de mieux répondre aux nouvelles procédures de travail et aux suivis des dossiers administratifs. A ce jour cette augmentation n'est toujours pas prise en compte par la DGF.

Le poste de travail hors DGF est celui de la personne en charge de la prévention et de la formation. Le financement de ces actions est assuré par les collectivités locales et territoriales, par subvention ou projet financé. Le rapport d'activité de cet axe de travail est différencié de l'axe insertion, même si pour nous l'unité d'action est réelle. Il commence à la page 38.

Enfin n'apparaissent pas dans ce tableau d'effectif, les personnes intervenant sous forme de vacation : l'intervenante assurant la supervision (budget DGF), les personnes assurant la médiation interculturelle et les cours de français (budget complémentaire).

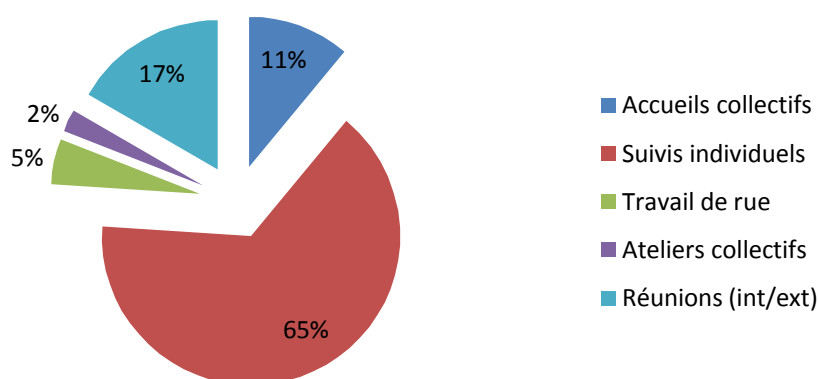
II – e - Affectation par activités en direction du public

Ce paragraphe présente la répartition des temps d'activité par action, c'est la raison pour laquelle apparaissent les temps d'intervention des 2 vacataires, sur financement du Conseil Général.

Actions	Fonctions	Répartitions DGF	Hors DGF
Accueils collectifs	Assistentes sociales	0,45 ETP	
Suivis individuels	Éducateurs spécialisés	2,66 ETP	
Travail de rue	Éducateur spécialisé et assistantes sociales	0,17 ETP	
-médiation culturelle	-médiatrice culturelle vacataire	0,03 ETP
Actions collectives : -groupe de parole	Assistentes sociales et éducateurs spécialisés	0,04 ETP	
-atelier français	-vacation de Parole Expression	0,06 ETP
Réunions internes et partenariales		0,68 ETP	
Total		4 ETP DGF	0,09 ETP

Le graphique suivant permet de visualiser la répartition du temps de travail.

Répartition du temps de travail



Plusieurs commentaires sur la répartition du temps de travail par activité pour cette année 2011.

On peut noter une augmentation du temps de travail dédié à l'accompagnement qui s'explique principalement par un transfert d'activité du travail de rue vers l'accompagnement. En effet, les 2 assistantes sociales ont vu leur temps d'activité travail rue se modifier : diminuer pour l'une en raison de fragilité dans le contexte de travail la nuit, et s'arrêter pour la seconde pour problème médicaux.

Le temps d'accompagnement individuel induit par l'accueil collectif a été rattaché aux activités d'accompagnement.

Ceci a permis de mieux faire apparaître l'augmentation de cette activité d'accompagnement individuel induit directement de l'accueil collectif, notamment en direction des personnes victimes de Traite d'Étres Humains.

La réorganisation du travail de rue, au regard de la taille restreinte de l'équipe a été difficile. Mais l'objectif de remettre en place la seconde sortie rue nuit a été réalisé en fin d'année 2011, c'est la raison pour laquelle la portion travail de rue dans le camembert n'a pas évolué. Le remplacement de l'assistante sociale ne pouvant plus exercer le travail de rue a été permis grâce à l'OETH qui a mis en place une procédure RLH permettant le versement d'une subvention triennale.

Nous avons également tenu à faire apparaître les temps d'intervention des vacataires sur le tableau du temps d'affectation par activité, afin de mettre en lumière les paradoxes actuels de notre organisation administrative et financière : en effet, ces vacations sont financées par une subvention étrangère à la DGF, alors même que leur destination est le renforcement des actions d'insertion ; la médiatrice interculturelle bulgare est fondamentale pour initier les 1^{er} contacts en travail de rue auprès de ce public, et les cours de français sont essentiels pour conforter l'insertion des personnes étrangères sur le territoire national. Pour autant, la subvention émane du Conseil Général 31 en veillant à associer au cours de français une orientation santé.

II – f - Moyens financiers

Le budget prévisionnel 2011 était construit autour d'une demande s'élevant à 433 961 €

La dotation globale après la procédure budgétaire contradictoire finale s'élève à 417 482€, en nette diminution depuis les années 2000, ce qui entraîne des arrêts de vacation et/ou des abandons d'actions.

Le recours contentieux effectué en 2010 a été statué en 2011, l'intégralité des demandes ayant été rejetées. Au-delà de l'objectif de retrouver des moyens nécessaires à la réalisation de nos actions, ce recours contentieux était aussi pour l'association le signal lancé aux autorités administratives et financières signifiant que le niveau financier actuel est le seuil minimal incompressible, au-delà duquel l'ensemble des actions et leur cohérence serait remis en cause.

Les financements complémentaires concernent uniquement l'axe prévention formation et sont de nature très différente : financement pluri annuel de la DGAS en partenariat avec l'Amicale du Nid Hérault, financement pluri annuel sur un projet FSE avec plusieurs établissements Amicale du Nid et le siège national, produits de formation, subvention de la Mairie de Toulouse, subvention du Conseil Général Haute Garonne.

Malgré ces multi financements, l'action est déficitaire en 2011 même si la situation purement comptable s'est améliorée. Cette situation déficitaire est chronique depuis que l'axe prévention/formation n'est plus intégré dans la DGF, en 2009.

Cette fragilisation est d'autant plus préoccupante que nous constatons une augmentation des besoins, comme il est souligné dans l'introduction, et d'autre part parce que la prostitution est une problématique sur laquelle on peut agir en amont ou dès la mise en place de la situation prostitutionnelle. Cette orientation de travail est donc de plus en plus difficile à remplir.

Résultat global Exercice 2011					
Charges	CHRS 0-10	Prévention - Formation - Milieu scolaire 0-21	Médiation Intercultur elle	CG 31 Actions Santé * 0-40	Total
60 Achat matières et fournitures	6 406,00	914,00		36,00	7 356,00
61 Services extérieurs	27 850,00	48,00		7 315,00	35 213,00
62 Autres services extérieurs	13 217,00	9 029,00		13,00	22 259,00
63 Impôts et taxes sur rémunérations	27 392,00	3 764,00			31 156,00
64 Salaires & charges sociales	325 705,00	47 477,00		3 343,00	376 525,00
65 Autres charges	21 311,00				21 311,00
67 Charges exceptionnelles	3 906,00				3 906,00
68 Dotations & provisions	8 475,00	20 032,00		2 687,00	31 194,00
Total charges	434 262,00	81 264,00		13 394,00	528 920,00
Ressources					
DDASS DGF	417 482,00				417 482,00
<u>Subventions :</u>					0,00
Mairie Toulouse	2 000,00	7 820,00			9 820,00
DGAS projet national		14 997,00			14 997,00
Conseil Général		5 600,00		9 775,00	15 375,00
Droits des femmes et l'égalité		20 000,00			20 000,00
DDASS (gratification stagiaire)					0,00
<u>Produits divers :</u>					0,00
Formations pour CAGT		4 200,00			4 200,00
Autres formation		3 000,00			3 000,00
Produits interventions		747,00			747,00
Aide AGEFIPH	2 879,00				2 879,00
RBT UNIFAF	3 022,00				3 022,00
Rbt IJSS + IJ Prev	988,00	1 062,00			2 050,00
Remboursements	1 143,00	241,00			1 384,00
salaires transféré	3 343,00				3 343,00
Rbt assurance					0,00
Reprise Provisions	1 276,00	6 075,00		3 619,00	10 970,00
Quote part subvention virée			384,00		384,00
Total ressources	432 133,00	63 742,00	384,00	13 394,00	509 653,00
Résultat de l'exercice 2011	-2 129,00	-17 522,00	384,00	0,00	-19 267,00
Résultat de l'exercice 2010	-4 270,00	-29 847,00	0,00	0,00	-34 117,00

* **Les actions de santé** financées par le Conseil Général qui figuraient encore en 2010 dans le compte administratif du CHRS ont été retirées avec l'accord de la DDCS du compte administratif en 2011 pour une plus grande lisibilité.

III - L'ACTIVITE CHRS-SANS HEBERGEMENT 2011

III – a Les publics en lien avec l'établissement

Avant de rentrer dans le détail des chiffres par activité, il nous semble important de préciser les termes qui définissent nos actions.

- ✚ **Le terme de « contact »** va s'attacher à l'action travail de rue. Loin de nous l'intention de minorer l'importance de cette action, il s'agit de la définition la plus « basique » de l'échange lors du travail de rue entre le travailleur social et la personne prostituée. Ce premier contact peut être la première étape d'un accompagnement social à mettre en perspective. Avant cette hypothèse heureuse, le travail de rue permet de rompre l'isolement et l'enfermement consécutifs à l'activité prostitutionnelle. Nous verrons plus loin qu'elle peut donner lieu, au-delà de ce premier échange, à un accueil au service, voire de l'accompagnement individualisé au service. A l'avenir nous tacherons également de mieux préciser cette action et de présenter d'autres développements, par exemple l'accompagnement par et dans le travail de rue. Cette activité ne fait pas généralement partie des propositions d'actions des CHRS : pour autant, au regard des spécificités de la problématique prostitutionnelle, c'est une activité primordiale.
- ✚ **Le terme de « accueil »** va lui se référer à la situation des personnes qui ont franchi la porte du service, ce qui constitue en soi une démarche explicite, vers une perspective de changement. Cette qualification va s'adresser à l'ensemble des personnes qui ont fréquenté l'accueil collectif, mais également les personnes accompagnées individuellement et les personnes participant à des activités collectives : atelier français, groupe de parole transidentitaire actuellement.
- ✚ Enfin, **le terme « accompagnement »** définit le travail social effectué sur la base d'une demande et d'une contractualisation (même minime), l'objectif étant là de favoriser la consolidation des situations sociales des personnes accompagnées, que ce soit au titre de la santé, du logement, de la situation administrative, de l'accès à l'emploi, de la régularisation,
- ✚ Enfin, il faut préciser qu'une personne peut bénéficier de plusieurs actions. C'est la raison pour laquelle nous parlerons de file active pour qualifier l'ensemble des personnes différentes avec lesquelles le service a travaillé, et d'autre part nous parlerons de personnes contactées (par le travail de rue), accueillies ou accompagnées, en fonction des activités présentées.

En 2011 la file active du CHRS Amicale du Nid s'est élevée à 358 personnes.

En 2010 elle était de 336, ceci représente donc une hausse de l'activité de 6,5%.

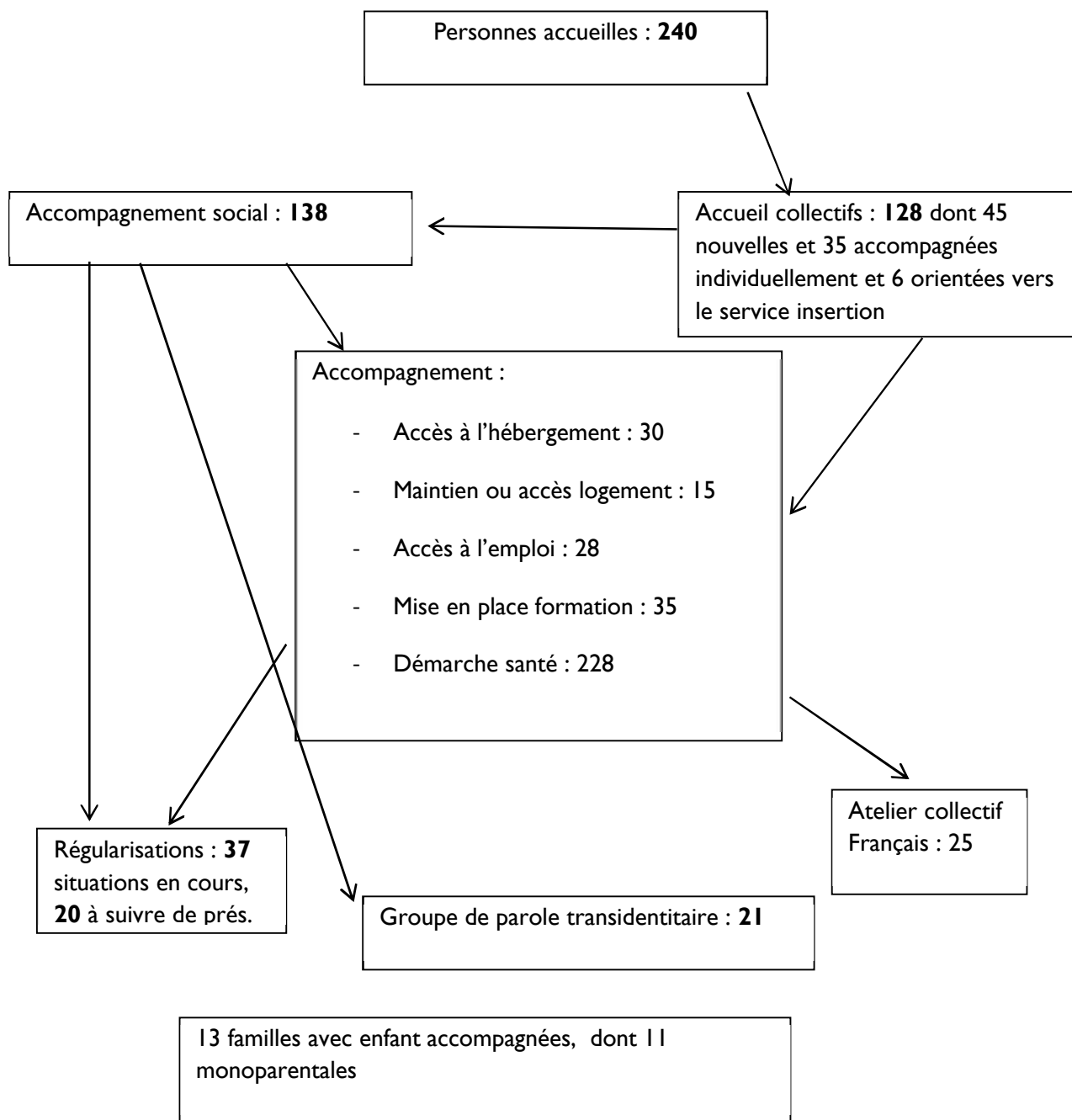
LA FONCTION « ALLER VERS »

Travail de rue : **202**
dont 76 nouvelles
dont 22 accueillies

Site
www.amicaledunid31.fr
35 886 connexions
24 personnes en lien
avec le service

Formation de professionnels secteur social et santé :
2 Formations Grain de sable, 27 intervenants formés
1 Sensibilisation Education sexualité, 16 intervenants formés
Programme sensibilisation jeunes : 80 jeunes dans leurs collèges
280 jeunes lors d'une conférence,
Sensibilisation : 96 travailleurs sociaux : Educateurs spécialisés, Moniteurs-Educateurs
Etudiants 17,

LA FONCTION « ACCOMPAGNER VERS »



Situations particulières :

Les familles occupent une place tout à fait particulière dans l'accompagnement effectué au service. En premier lieu parce que le suivi initial a souvent été demandé par une personne isolée, en situation de prostitution. L'accompagnement s'effectuant souvent sur du long terme et la situation personnelle évoluant, le travailleur social se retrouve confronté à une situation familiale qui se construit au cours de l'accompagnement. Cet accompagnement, lorsque la situation évolue dans ce sens, n'est pas pour autant effectué sur l'ensemble de la famille, l'enfant étant accompagné par les services spécifiques, ASE, PMI. La nouvelle situation provoque des changements qui ont un impact sur l'accompagnement individuel initial. Malgré les enjeux de l'arrivée de l'enfant, ces situations sont toujours accueillies avec plaisir par les travailleurs sociaux car l'annonce d'une maternité est souvent le signe d'une évolution importante dans l'existence des personnes et dans leur rapport à la prostitution. Mais même en cas d'évolution positive, la prostitution et le passé restent très présent.

Ainsi, S. jeune femme nigériane de 29 ans a longtemps été persuadée que l'accouchement difficile était dû au « Juju ». Ce rite vaudou, détourné par les réseaux pour enfermer leurs victimes, reste vivace très longtemps chez les personnes abusées, dans une sorte de prison culturelle. Seule la mère de S. a pu faire prendre une distance avec cette interprétation et crainte, lui expliquant que oui, le rite était certainement la cause mais s'il n'avait pu tuer personne, ni l'enfant ni la mère, c'est qu'il était en perte de puissance. C'était leur premier contact depuis son arrivée en France en 2005.

Parmi les 13 enfants qui viennent au service, 11 vivent avec leur mère uniquement.

La mise en fonction du site internet de l'établissement, www.amicaledunid31.fr effectuée fin 2010 a permis un certain nombre de situations de travail. Les 200h qui sont inscrites dans le tableau ci-dessus, correspondent au temps passé par la chargée de prévention, qui y consacre une demi-journée par semaine pour l'actualisation, la veille de la messagerie, les premières réponses et le lien avec l'équipe en cas de besoin.

Le groupe de parole transidentitaire rassemble depuis de nombreuses années 20 à 25 personnes dont la question centrale est la transidentité, pas forcément la prostitution. Cette évolution ne doit pas faire oublier que cette instance a été proposée il y a 11 ans, par une personne transsexuelle témoignait du besoin d'échanger avec des pairs. Actuellement seuls 3 des 21 participants ont une activité prostitutionnelle.

Ce tableau très synthétique va être enrichi du comparatif avec les exercices antérieurs.

Tableau comparatif

Actions	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Travail de rue	198	188	154	115	139	202
Personnes accueillies	242	216	215	199	222	240
Personnes accompagnées	88	124	121	112	105	138
Total File active	426	346	338	295	336	358

Dans ce tableau, le total de la file active est inférieur à la somme de chacune des rubriques, certaines personnes étant concernées par plusieurs actions.

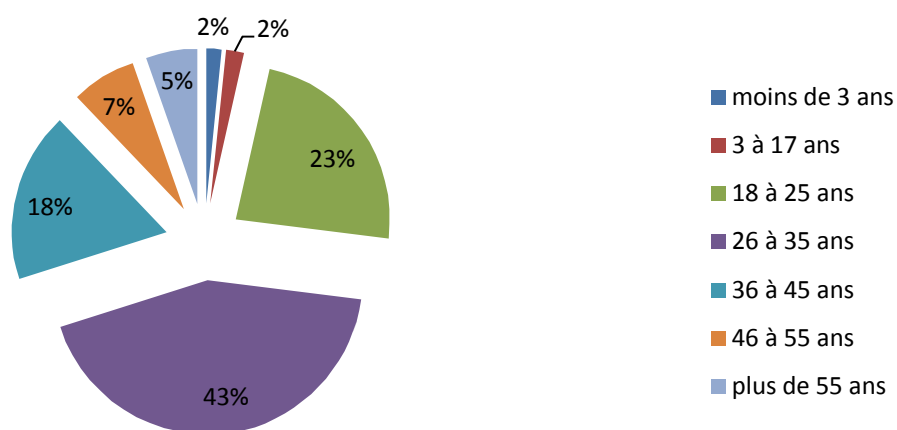
L'activité 2011 est d'autant plus remarquable que 2 travailleurs sociaux sur 5 sont en formation à temps partiel cette année : la personne en charge de la prévention et une assistante sociale sur le secteur insertion, comme en 2010.

Il faut noter la stabilisation à un niveau élevé des personnes transidentitaires qui sollicitent le service, 51 cette année sur l'ensemble des différentes actions : rue, accueil collectif, accompagnement et groupe de parole.

Il faut également relever l'augmentation importante du nombre de personnes contactées lors du travail de rue : ceci est à mettre au crédit de la reprise de la seconde sortie rue nuit, qui avait été interrompue en 2010 sur demande de la médecine du travail. La reprise a été possible grâce à un financement complémentaire OETH, au titre du maintien de l'activité.

Le tableau suivant rend compte des différentes classes d'âge, de la file active.

Répartition de la file active selon les classes d'âge

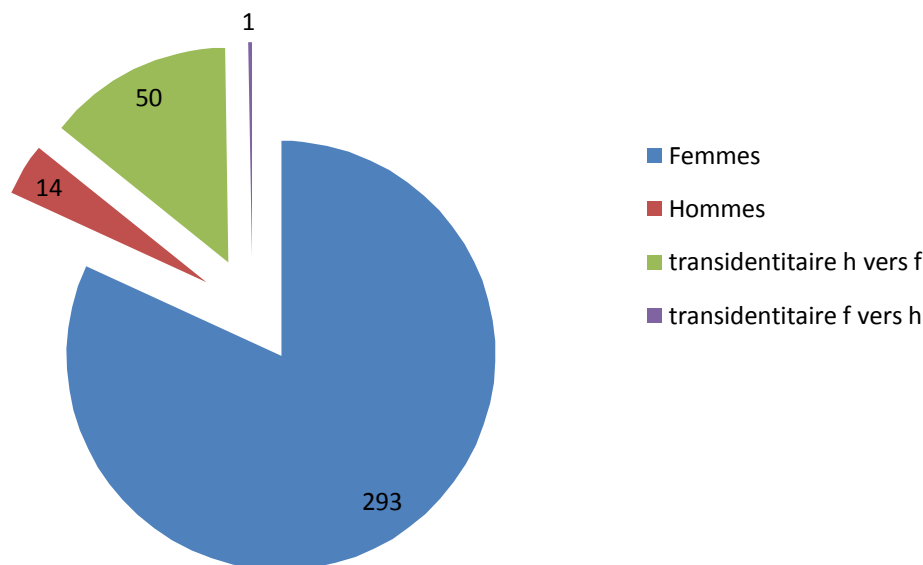


Pour une meilleure représentation des 358 personnes accueillies constituant la file active, nous pouvons également dire :

- 74 personnes sont d'origines françaises ou issues d'une immigration ancienne,
- 185 personnes sont originaires d'Afrique centrale,
- 99 personnes sont originaires des pays de l'est de l'Europe, le lien étant pour la majorité le travail de rue.

Vis-à-vis de l'identité sexuée :

- 343 accueillies sont des femmes, dont 50 personnes transsexuelles « homme vers femme »
- 15 accueillis des hommes, dont 1 personne transsexuelle « femme vers homme ».

Répartiton de la file active par identité de genre**IV - LES ACTIONS DE L' « ALLER VERS ».****IV - a - L'activité travail de rue**

Les sorties rue sont de deux natures, en journée ou la nuit, les contextes de prostitution et les publics concernés étant différents.

Les moyens du travail de rue sont restés partiellement fragilisés, principalement sur une des sorties rue nuit : la sortie rue nuit en direction des personnes africaines a pu reprendre en octobre 2011. Le rythme des sorties rue -jour a été maintenu voire amplifié pour compenser. Il y a eu en moyenne 1 sortie rue par quinzaine en journée, et 15 sorties rue nuit au lieu des 22 initialement prévues. Cette légère augmentation des fréquences explique la hausse relativement importante des personnes contactées par le travail de rue.

La méthodologie n'a pas changé en 2011. Les sorties rue durent en moyenne 3 h, à pied intégralement lorsqu'elles ont lieu en journée et avec la voiture du service la nuit, car les sites de prostitution sont plus dispersés. L'équipe prend toujours ½ heure pour le compte rendu écrit de la

sortie, qui servira au suivi et à l'évaluation globale de l'action. L'action se fait toujours à 2 personnels, une des sorties rue nuit se faisant avec la médiatrice interculturelle « Europe de l'Est ».

Les constats de l'activité pour l'année 2011 sont les suivants.

202 personnes rencontrées par le travail de rue					
Sortie Public /	Nbre de personnes Contactées	d o n t	Union Européenne	Origine Est Europe	Origine Afrique
Sortie rue jour	60		39	4	17
Sortie rue nuit	142		1	89	52

Les origines des personnes sont assez équilibrées. Les personnes originaires de l'Union Européenne représentent légèrement moins du 1/5 des personnes rencontrées. Elles sont rencontrées principalement lors des sorties rue journée, et il y a très peu de personnes nouvelles dans ce groupe et souvent la prostitution s'apparente autant à un mode vie qu'à une activité lucrative. Les personnes originaires de pays européens qui feront bientôt partie de l'Union Européenne représentent près de la moitié des personnes rencontrées, elles le sont souvent à l'occasion d'une des 2 sorties rue nuit. Enfin, les personnes originaires d'Afrique représentent le tiers restant et c'est dans ce groupe que l'on retrouve les 22 personnes rencontrées à la rue qui viennent au service, notamment sur l'accueil collectif. Cette identification des origines des personnes permet 2 choses :

- ✚ mettre en parallèle les difficultés d'insertion et l'origine des personnes
- ✚ visualiser les impacts de la LSI de 2003 : les personnes sans droit au séjour se prostituent très majoritairement la nuit par peur des interpellations.

Les constats pour l'activité travail de rue sont de diverses natures.

Le nombre important des personnes nouvelles (76) témoigne de la réalité des contextes de prostitution : beaucoup de turn-over surtout chez les personnes étrangères, cette circulation génère une difficulté supplémentaires pour le travail social : contact plus aléatoire, fragilité du lien, projection dans le temps difficile, etc.

Les personnes rencontrées durant les sorties jours, qui sont connues du service, témoignent majoritairement d'une volonté à vouloir garder un lien avec l'établissement. L'objectif n'est pas pour l'établissement de leur consacrer beaucoup de temps mais davantage de pouvoir être ressource lorsque la situation se dégrade.

Ainsi, D., personne d'origine française de 50 ans, qui se prostitue depuis de nombreuses années, a pu revenir au service à la suite d'une reprise de contact lors du travail de rue cette année, pour remettre en route un suivi administratif, sa situation s'étant dégradée par manque de suivi. Etant quasiment illettrée et mal à l'aise vis-à-vis de sa situation, elle n'avait pas pu aller voir d'autre service. Cette difficulté administrative ayant été résolue elle continue à rencontrer l'assistante sociale pour un suivi plus personnalisé de son parcours.

Garder un contact rue y compris avec les personnes connues permet également d'avoir un lien avec les personnes inconnues du service, le travail avec ces dernières peut ainsi commencer de façon beaucoup plus rapide et apaisée. Des 22 personnes nouvelles rencontrées cette année en travail du rue, une grande partie a pu être approchée paisiblement car en présence de personnes connues.

Les sorties rue nuit s'adressent chaque fois à un public spécifique : non pas qu'il faille exclure un groupe pour approcher l'autre, mais les luttes de territoires la nuit sont d'une autre nature que durant la journée, la violence est souvent latente, quelquefois effective et la recherche financière rend souvent la rencontre difficile ou écourtée.

La violence est permanente dans certains contextes et les auteurs de ces violences difficile à identifier : réseau, concurrence, public mal intentionné, client ? Toujours est-il qu'un groupe de personnes originaires des pays de l'Europe de l'Est a pu témoigner de la violence d'une seule et même personne, durant plusieurs semaines, les agressions étant physiques, verbales et sexuelles. Les plaintes déposées à la police ont permis certainement de mettre un terme à cette situation car elle n'a plus été évoquée, mais elle a duré plusieurs semaines. Ceci éclaire crûment ce que nous appelons les effets directs de la loi de sécurité intérieure de 2003, qui a mis en place le délit de racolage passif.

La sortie rue nuit en direction du public originaire d'Afrique Subsaharienne, remise en route en Octobre a permis de se mettre en lien avec cette partie du public, les premiers constats étant édifiants : beaucoup de personnes dans la rue le long du canal du midi, dans l'hyper centre toulousain, un rajeunissement de la moyenne d'âge bien que l'évaluation ne puisse qu'être aléatoire, et un contexte moins violent que la seconde sortie rue nuit car moins excentrée.

La seconde sortie rue nuit, qui s'adresse aux personnes originaires des pays de l'Est de l'Europe est effectuée avec la médiatrice interculturelle (pour rappel sur des budgets complémentaires hors DGF).

Durant ces temps de travail, nombre de personnes originaires de pays de l'Est évoquent clairement la prostitution comme transitoire, jusqu'à la date d'intégration complète de leur pays dans l'Union Européenne ce qui leur permettra de travailler « normalement ». Nous écrivions en 2010

« Ainsi, il n'est pas rare de croiser en travail de rue des personnes faisant partie de la même famille, proche ou éloignée, les unes ayant fait venir les autres dans l'objectif d'être sur place lorsque la possibilité de travailler sera effective. La prostitution prend dans cette situation une place de « moindre mal », pour échapper à l'extrême pauvreté de certains pays et pour mettre en perspective un avenir meilleur ! Cruel paradoxe ».

Cette situation n'a pas beaucoup évolué en 2011. Par contre l'atelier français santé a accueilli dans la seconde moitié de l'année 3 personnes roumaines ou bulgares qui souhaitent s'ouvrir une alternative à la prostitution en se préparant à de la formation et ou à l'emploi, en maîtrisant mieux notre langue.

IV - b Le site internet de l'établissement.

La création du site internet de l'établissement est une décision qui a été prise en 2008, les personnels ont quasiment tous suivi des temps de formation spécifiques en 2009.

La construction proprement dite, de la définition de l'arborescence à l'élaboration des différentes rubriques et à l'écriture des textes, s'est répartie d'octobre 2009 à novembre 2010. Le site a été mis en activité en décembre 2010. La gestion et la maintenance du site est assurée par la chargée de prévention pour deux raisons :

- ✚ d'une part le site a une fonction évidente sur la question de la prévention et de la communication,
- ✚ d'autre part, ceci nous permet de faire supporter la plus grande partie de travail liée au site à l'action prévention, qui n'est pas financée par la Dotation Globale de Financement. Ainsi

les 200 h d'activité rattachée au site, ont été effectuées par la chargée de prévention, qui fait le lien avec l'équipe d'accompagnement en cas de besoin.

Les objectifs de ce site sont multiples :

- + être accessible aux personnes en situation prostitutionnelle quel que soit le contexte de l'activité : l'établissement est, par exemple, peu en contact avec les personnes ayant une activité prostitutionnelle non traditionnelle
- + être accessible aux personnes qui sont en question sur la prostitution, la leur ou celle d'un proche, qui ne peuvent ou ne veulent pas s'adresser physiquement à un établissement spécialisé,
- + permettre la diffusion de textes ou d'éléments théoriques permettant une meilleure compréhension des phénomènes prostitutionnels,
- + permettre la diffusion des positions, éthiques et politiques de l'association,
- + rendre lisibles et accessibles les différentes offres faites par l'établissement en terme de formation et de projet de prévention,
- + pouvoir participer au débat public sur les phénomènes prostitutionnels, qui sont actuellement trop confidentiels alors même qu'il s'agit de questions de société importantes.

Le nombre de connexions a été de 35 886, ce qui rend compte de l'intérêt de ce type d'outil. Les moteurs de recherche utilisés étant ceux du grand public, nous sommes assurés de l'ouverture au citoyen sur ces questions, pas uniquement les professionnels.

En termes de lien direct avec des personnes en demandes, 24 personnes ont été en lien avec l'établissement suite à des courriels. Sur ces connexions, 8 ont concernées des questions ou des situations liées à la prostitution. Les 6 situations de prostitution effective, concernaient toutes des personnes en lien avec le milieu universitaire ; 4 personnes directement (2 souhaitant être aidées pour quitter la prostitution, 1 s'interrogeant sur ses activités d'Escort girl, la 4^{ème} étant dans une situation plus lourde), 2 demandes émanant d'entourages, 1 familial, 1 amical. 12 personnes ont été en lien avec l'établissement par le site sur les questions de transsexualisme ou transidentité, 5 étant venue au service pour des demandes d'accompagnements spécifiques dont 1 pour participer au groupe de parole bi mensuel, ouvert sur la transidentité.

Le bilan est donc globalement positif, même si une des questions qui se posent à nous actuellement est l'actualisation permanente du site qui est un travail important mais absolument nécessaire car un site internet doit être vivant et évolutif pour remplir ses missions.

IV - c La formation.

La formation/prévention est rattachée à l'axe « Aller vers » car il constitue à notre sens une démarche vers ceux qui ne sont pas encore concernés ou ceux qui interviennent auprès des publics plus vulnérables.

Les publics cibles des propositions de formation sont les professionnels, au contact des jeunes, qui sont en lien avec la prostitution, mais aussi qui sont en question sur des questions de sexualité, de rapport de genre et de violences, subies ou agies.

Les fondements théoriques de cette approche globale se tiennent dans la compréhension des systèmes prostitutionnels que fait le service : la prostitution s'appuie sur un ensemble d'éléments, aucun n'est suffisant de façon isolé pour approcher et comprendre la prostitution et tous doivent être abordés pour permettre aux partenaires de mieux appréhender, mieux prévenir et mieux accompagner.

Ainsi sont abordés de manière différente suivant l'orientation de la formation présentée : la sensibilisation à l'éducation à la sexualité, la question de la violence et de la résolution des conflits, l'utilisation d'outil de prévention, l'aide au repérage et à l'orientation, l'élaboration de projet de prévention, les jeux coopératifs.

Les actions de prévention en « milieu jeunes » sont des programmes de sensibilisation menés avec diverses collectivités territoriales ; Conseil Général 31, Ville de Toulouse, Communauté Urbaine du Grand Toulouse en 2011.

L'ensemble des actions réalisées dans ce domaine est présenté dans la partie « formation/prévention » à partir de la page 37.

V - LES ACTIONS DE L'« ACCOMPAGNER VERS ».

Cette fonction d'accompagnement vers, qui est le cœur de métier de l'accompagnement social vers l'insertion, se décline de différentes manières qui ont toutes pour objectif commun de :

- ✚ Favoriser l'accès à des alternatives qui permettront d'orienter son existence différemment et de prendre une place autre dans la société,
- ✚ Permette de construire, d'élaborer, de projeter, une façon de vivre différente, sans qu'il soit question de rentrer dans une exigence d'arrêt.

Qu'il s'agisse de la question de la prostitution, de la transidentité, de l'accès à la culture par la langue française, de l'accès à la régularisation pour les personnes étrangères, l'objectif central de cette fonction est de permettre aux personnes qui le désirent de bénéficier d'un accompagnement, individuel ou collectif, réduisant les situations d'exclusions.

Les moyens de porter ces propositions sont donc :

- l'ensemble des modalités d'accueil ; collectif, individuel avec ou sans rendez-vous,
- l'accompagnement avec un référent ; individuel, personnalisé, à court-moyen-long terme,
- l'ensemble des travaux collectifs ; groupe de parole de personnes transidentitaires, l'atelier français,
- le travail en partenariat pour accompagner vers le logement, la santé, l'emploi, la protection par la régularisation, l'accès aux droits, la culture,.....

Sur l'ensemble de ces actions, 240 personnes différentes ont pu bénéficier d'un accompagnement.

Pour rappel 2,66 ETP de travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés et assistantes sociales sont dédiés à ces actions.

En 2010, l'indicateur de cette activité était moindre, 222 personnes.

Cette file active se décline de la façon suivante :

- | | | |
|---|---|--------------------------------|
| ✓ Accueil collectif : 128 dont 22 sont accompagnées | } | Soit 205 personnes différentes |
| ✓ Accompagnement individuel : 77 personnes | | |
| ✓ Atelier français : 25 personnes, | } | Soit 39 personnes différentes |
| ✓ Groupe de paroles : 21 personnes, | | |

Total 240 personnes différentes, en éliminant les doublons dus aux personnes accompagnées sur plusieurs dispositifs : 3 participants au groupe de parole et une du groupe français étant déjà comptabilisées sur une autre activité.

V - a - L'accueil collectif sans rendez-vous.

Cette proposition est accessible les mardis de 13h30 à 16h30 et les jeudis de 15h à 18h.

Cette année 128 personnes différentes ont fréquenté les accueils collectifs sans rendez-vous. Pour préciser ceci, il faut relever que 22 personnes ont pu bénéficier d'un accompagnement individuel à la suite de l'accueil collectif et que 45 personnes nouvelles ont accédé au service par le biais de cette proposition.

Les personnes accueillies peuvent être rattachées à trois grands groupes d'appartenance :

1. Le groupe des personnes originaires d'Afrique centrale pour 108 d'entre elles, la dimension collective leur permettant de s'appuyer sur la dimension culturelle et/ou le lien créé par les pairs pour accéder à un lieu social,
2. Le groupe des personnes connues par le service depuis longtemps, pour 18 d'entre elles, l'accueil collectif permettant un lien adapté lorsque les situations individuelles se dégradent. La fonction de contenant est forte dans ce cas.

3. Le groupe des personnes transsexuelles, pour 11 d'entre elles, originaires d'Europe ou d'Amérique du sud, l'accueil collectif permettant de venir voir avant de se lancer dans des demandes plus précises.

Pour la grande majorité des personnes, la prostitution est une réalité, même pour celles qui viennent depuis longtemps.

Les permanences collectives sont investies comme un espace ressource qui offre un accueil non différé, une écoute, des conseils, des informations, des orientations externes pour les activités culturelles, des partages d'expérience avec des pairs, des étapes intermédiaires entre le travail de rue et l'accompagnement individuel. Pour soutenir ces objectifs, l'équipe s'appuie sur différents supports d'accès aux droits : accès ou maintien d'une couverture sociale, aux soins, domiciliation, à une demande de régularisation, à une demande d'hébergement, etc.

Les 22 personnes qui ont pu bénéficier d'accompagnement individuel font majoritairement partie du groupe 1, pour des aides à la régularisation, et du groupe 3, pour l'accompagnement lié au parcours de transformation.

Ainsi, T., jeune femme originaire du Nigéria : est arrivée à la permanence d'accueil sans demande et sans être connue du service. L'adaptabilité de cet accueil lui a permis de pousser la porte, de nous connaître et de savoir qu'elles étaient nos missions. Au vu de son parcours chaotique depuis son arrivée en France, dû au réseau mais aussi à sa personnalité, nous pensons raisonnablement que cette proposition d'ouverture sans rendez-vous et sans face à face avec un intervenant lui a permis cet ancrage dans le service. Par la suite son instabilité lui rendra son parcours d'insertion plus complexe que prévu, mais elle aura au moins entamé un processus dont on peut penser qu'il laissera une trace.

A partir de septembre 2011, l'accueil collectif aura, également, eu comme fonction de consolider l'atelier français-santé : le rendez-vous avec le groupe et la présentation des thèmes se faisant à la fin de la permanence du mardi. Cette expérimentation spécifique va être détaillée ci-dessous.

Pour finir de préciser cette action, il faut noter la forte représentation des personnes transidentitaires par rapport aux années précédentes : ceci est probablement à mettre en lien avec la plus grande visibilité de cette problématique dans la société française, surtout après le décret de février 2010, mettant en œuvre la dé-psychiatrie de ce parcours de soin.

L'accueil collectif sert également pour un nombre restreint de personnes, 6 cette année, d'espace de maturation permettant d'accéder à un accompagnement individualisé.

Ainsi, F. jeune femme nigériane de 23 ans, victime de réseau de Traite d'Etres Humains à des fins d'exploitation sexuelle et de violence domestique, a pu trouver suffisamment de ressources dans cet accueil pour commencer à penser sa vie autrement et glisser sur un accompagnement individualisé, qui malgré ses errances lui a permis dans un premier d'accéder à une protection subsidiaire et dans un second temps de mettre en perspective des objectifs d'insertion sociale plus solides : logement, langue française.

V - b Les activités collectives.

ATELIER D'APPRENTISSAGE DU FRANCAIS

L'atelier français aura cette année vécu une transformation : à partir du mois de septembre, une expérimentation qui a pour but d'articuler l'approche de la santé et l'apprentissage du français a été

mise en place. Le projet a été élaboré avec l'intervenante de Parole Expression, en charge de la vacation depuis de nombreuses années.

L'expérimentation envisagée, réalisable en utilisant les fonds dédiés de 2010 est projetée de la manière suivante :

- + augmentation du temps d'intervention de Parole Expression, de 1h30 par semaine, la vacation passera donc de 2h à 3h30,
- + -répartition de l'atelier français en 2 temps distincts. Un 1^{er} temps de 2 h atelier français comme il est proposé actuellement, une coupure de ¼ h. Un second temps d'atelier français spécifiquement et massivement orienté santé.

Les objectifs de cette répartition sont les suivants :

- + pouvoir sensibiliser des personnes différentes,
- + favoriser les glissements entre les 2 groupes d'apprentissage,
- + pouvoir planifier des interventions extérieures fortes (CODES, CPAM, CAF, etc.),
- + pouvoir organiser des déplacements à thèmes santé (planning familial) sans remettre en cause l'atelier français,
- + réaliser des plaquettes d'information ou album ressource avec les personnes suivant les ateliers santé qui seront accessibles à l'accueil collectif,

La méthodologie sera la suivante :

- + en amont de la mise en œuvre, travail de questionnaire et sensibilisation lors des ateliers français et des accueils collectifs afin de présenter et de déterminer les axes dominants, mois de mai et de juin.
- + mise en place de septembre à décembre 2011, de la nouvelle proposition,
- + évaluation fin 2011 : poursuite ou ré orientation de l'action.

Le bilan des 4 premiers mois de l'atelier Français-Santé, comme défini en 2011, ne peut que nous amener à continuer cette action en 2012, avec le soutien du Conseil Général.

Pour rappel, il s'agissait d'augmenter le temps de l'atelier français en l'associant à l'accueil collectif, afin de favoriser l'apprentissage de la langue française à partir des thématiques « santé », en terme de capital à conserver et de dispositifs à mieux appréhender.

14 séances ont été organisées sur ce trimestre,

16 personnes ont été concernées sur l'intégralité des séances, dont 5 nouvelles personnes,

6 nationalités étaient rassemblées, 3 d'Afrique, 2 d'Europe de l'est, 1 d'Asie,

Les niveaux vont de l'alphabétisation à au FLE, niveau moyen,

4 séances ont concerné l'information et les représentations, sur le corps, l'alimentation, le sommeil,

4 séances ont été consacrées à la visite de services de soins (de dépistage, de consultation, de bilan, du planning familial,)

2 séances ont permis l'apport d'intervenants extérieurs sur des questions spécifiques,

1 repas collectif et préparé en commun a permis de finir l'année de façon conviviale et équilibrée.

Le maintien de l'atelier français traditionnel, dans un second temps, a permis de travailler plus particulièrement par écrit les éléments abordés en 1^{ère} partie. Avec majoritairement les mêmes personnes.

Cette année, 2 personnes originaires de Bulgarie ont intégré le cours de français-santé, dont une de manière assidue. S, jeune femme de 27 ans, consolide son éloignement avec la prostitution en améliorant son français, dans l'objectif de suivre une formation pour travailler dès qu'elle le pourra, administrativement et personnellement.

GROUPE DE PAROLE DE PERSONNES TRANSIDENTITAIRES

Les modalités de rencontre et de communication sont les suivantes : une rencontre tous les 2 mois, le compte rendu est réalisé par les 2 travailleurs sociaux impliqués et l'ordre du jour est fait en collaboration avec les participants

Ce groupe de parole fonctionne depuis 2001, et à l'origine était destiné aux personnes transsexuelles qui étaient en situation de prostitution. Il faut d'ailleurs rappeler que cette action a été mise en place sur proposition de D., transsexuelle qui se prostitue depuis longtemps, qui pensait « nécessaire la mise en place d'outils permettant aux personnes vivant les mêmes parcours d'échanger et de communiquer, avec la régulation de personnes bienveillantes ». Il s'agissait en fait d'une modalité de participation des usagers, avant l'heure.

Le groupe a rassemblé, cette année, 21 personnes, une minorité ayant un lien avec la prostitution (2 de façon régulière) et deux personnes bénéficient d'un accompagnement individuel. Il faut préciser que ce groupe est constitué de manière très diverse au niveau identité sexuelle : il y a des personnes qui ont suivi le parcours complet de l'hormonothérapie à l'opération, des personnes qui apparemment ont changé de sexe mais qui n'ont pas franchi l'étape de l'opération, des personnes qui sont en question sur leur appartenance de genre, des personnes qui semblent engagées et qui souhaitent échanger avec des pairs, enfin comme évoqué plus haut des personnes ayant une activité prostitutionnelle et d'autres une activité professionnelle ordinaire. Ce brassage, avec la régulation des 2 travailleurs sociaux produit régulièrement des choses riches voire étonnantes.

Il faut également noter l'implication d'une partie des membres de ce groupe dans un travail effectué au niveau de l'association nationale Amicale du Nid, sur le projet européen FSE, autour de l'insertion. L'association GEST, basée à Montpellier, a piloté cette action qui avait pour objectif spécifique de permettre un meilleur repérage des stratégies à mettre en place pour favoriser l'insertion sociale, et pas uniquement professionnelle, des personnes transidentitaires. Le partenaire européen du projet étant la Pologne, cette action aura le mérite de permettre une meilleure transmission et la mise en perspective de questions centrales, inhérentes à une meilleure prise en charge de problématique au niveau national.

V - c - L'accompagnement individuel, vers l'insertion.

La notion d'accompagnement social sous-entend un certain nombre de points qu'il est utile de préciser :

- ✓ l'expression d'une demande, qui permet d'identifier le changement souhaité,
- ✓ une projection certaine dans le temps,
- ✓ la mise en perspective d'un parcours et d'étape,
- ✓ une forme d'engagement réciproque,
- ✓ une adéquation entre proposition et demande initiale,
- ✓ une capacité à assumer des situations d'entretiens duels,
- ✓ l'assurance d'être prise en compte en termes de sujet,
- ✓ la vigilance suffisante pour ne pas s'engager dans une forme de relation enfermante.

Cette année 138 personnes différentes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé, de durée variable.

Ces 138 personnes ont bénéficié de 1280 entretiens effectifs, c'est-à-dire réalisés, ce qui en suppose un nombre plus élevé pris et certains non honorés.

Le temps de travail dédié à cette action, environ 2 ETP, fait partie des intégrante des 2,66 ETP engagés dans l'accompagnement.

Pour l'ensemble des accompagnements réalisés, la notion d'accès aux droits est fondamentale, qu'il s'agisse du droit au toit (hébergement et logement), de droit à la santé, du droit à l'emploi ou à la formation et droit à la protection.

Ceci nous renvoie inmanquablement à la notion du droit à une certaine place dans la société pour tous, d'autant plus pour les personnes qui ont été fragilisées par leur parcours, mais aussi par les soubresauts politiques ou économiques des pays, par les soubassements culturels des pays d'origine ou du notre, par la place de la prostitution dans les sociétés.

ACCES A UN HEBERGEMENT OU LOGEMENT

La question du toit, pérenne ou provisoire, prend un caractère particulier dans les parcours de prostitution. Bien souvent, dans les cas de prostitution de rue que nous connaissons, le toit est souvent assujéti à l'exercice de la prostitution, soit pour l'exercer, soit parce que les colocataires ou les hébergeants liés au réseau, exigent le paiement pour continuer l'hébergement. La remise en cause de la prostitution entraîne donc souvent la mise en cause du toit, surtout s'il est collectif. Il est donc vital de proposer des solutions d'hébergement ou de logement pour celle qui souhaite quitter la prostitution.

L'établissement n'a pas pour culture professionnelle de conditionner l'accompagnement au changement de domicile, malgré tout, lorsqu'il se produit il marque un changement ou une évolution notable. Il est vecteur et synonyme d'insertion dans le sens où il permet de vivre dans le tissu urbain ordinaire, fragilisant par là même les notions de réseau et d'enfermement.

La pénurie de logements accessibles et le coût exorbitant de ceux qui sont disponibles rendent ces manques encore plus criants et expliquent l'accès en premier vers l'hébergement avant d'évoluer vers le logement personnel.

Sur les 45 personnes ayant bénéficié d'un accompagnement au titre du toit en 2011, 42 ont accédé à un hébergement (CHRS urgence, stabilisation, insertion ; centre maternel ; dispositif AcSé) et 3 personnes ont eu accès à un logement.

A noter les personnes hébergées par le biais de la convention signée avec la ville de Toulouse en 2010, qui en mettant à disposition dans des conditions avantageuses des logements adaptés sur des périodes pouvant aller jusqu'à dix-huit mois, ont permis d'abord de quitter des conditions de vie indignes et dans un second temps d'accéder à un logement personnel. Deux appartements ont été utilisés cette année dont un par une famille l'accession au logement personnel étant réalisé dans le parc social privé.

ACCES AUX SOINS ET A LA SANTE

L'accompagnement des personnes en situation de prostitution sur les questions de santé est un enjeu professionnel et social majeur :

- enjeu professionnel car toute démarche d'insertion va être conditionnée à la possibilité de retrouver un patrimoine de santé donnant littéralement les moyens de mettre en œuvre les démarches,
- enjeu social car l'accès et la conservation de la santé est déterminant en terme de cohésion sociale, c'est la raison pour laquelle il a fait partie du pacte du Conseil National de la Résistance en 1946 : l'égalité face à la santé devenant une responsabilité et un engagement collectifs.

La santé ne va pas pourtant de soi pour les personnes accompagnées par l'établissement : l'essentiel est souvent dans un premier temps de survivre, puis de construire les conditions qui permettront d'accéder à une autonomie sociale et financière hors de la prostitution, la démarche se faisant souvent progressivement.

Enfin, il faut relever que les questions sanitaires sont d'autant plus importantes pour les personnes en situation de prostitution que cette activité, a un impact général très important sur le corps, le psychisme, le rythme de vie, la relation aux autres.

L'accès à la santé et aux soins se déclinent de différentes manières.

235 actions santé en 2011, qui seront détaillées dans un tableau récapitulatif, page 35.

L'accès à une couverture santé.

L'approche de la situation administrative vis-à-vis de la couverture santé est primordiale pour les personnes arrivant aux services, et parler de cette question-là permet également d'aborder la question de la prostitution de manière plus objective : l'approche, réduction des risques liés aux pratiques sexuelles, les violences, les dommages, permet d'accompagner dans un premier temps concrètement, le parcours prostitutionnel pour en réduire les dommages les plus graves.

Cette action est d'autant plus importante que le nombre de personnes venues pour la première fois au service est important cette année.

Le protocole en vigueur est donc que lors du premier accueil la situation de la couverture sociale est systématiquement abordée, son évolution dépendant de la citoyenneté de la personne et du statut du pays d'origine : pour les personnes faisant partie de l'UE, sauf problème particulier, la couverture sociale est aisément accessible, encore faut il y veiller,

- ✓ pour les personnes hors UE, la couverture va dépendre du statut du demandeur (demandeur d'asile, dépôt de plainte, résidence accordée aux étrangers malades), l'accompagnement devant être là très précis. Il est à noter que la situation de ces personnes va évoluer en 2011, pas dans le sens d'une meilleure couverture. Les nouveaux textes législatifs prévoyant de faire payer 30€ de droit d'entrée pour obtenir l'Aide Médicale d'Etat
- ✓ l'obtention de la carte de séjour « étranger malade » va également être rendue plus difficile : si le soin existe sur le territoire d'origine la carte de séjour lui sera refusée même si la personne ne peut pas y accéder réellement.
- ✓ pour les personnes en voie d'insertion, la vigilance s'impose pour veiller à l'évolution des droits en fonction de l'évolution des revenus ; le passage du système CMU-C à une complémentaire personnelle est souvent accompagné pour éviter une rupture.

L'apprentissage de la prise en charge santé.

L'accès aux soins d'urgence ou la prise en charge de problèmes spécifiques ne posent pas encore de problème dans notre pays, mais le maintien du suivi des soins, les changements de comportements pour accompagner les soins, passent par le suivi individuel et un travail d'éducation à la santé. Pour les personnes étrangères, le poids de la culture originelle doit être pris en compte, respecté et il faut admettre que certains types de soins soient difficilement acceptés par les personnes.

Ainsi O, jeune femme de 27 ans, originaire du Ghana, dont nous parlions en 2010, victime d'esclavagisme domestique durant 4 ans, n'a pu mettre en acte le parcours de soin qu'il lui était nécessaire et mis en perspective à travers l'accompagnement individualisé. Ses fragilités psychologiques n'étaient pas prises en compte elle a « décroché » de l'accompagnement social proposé. Cette situation est exemplaire du poids de la santé dans l'accompagnement global et donc de la nécessité de renforcer nos propositions.

La dimension apprentissage de la prise en charge santé est maintenant largement soutenue dans l'établissement par l'orientation de l'atelier français : l'orientation de la majorité des travaux d'apprentissage de la langue s'appuie sur des termes et des dispositifs médicaux, des conseils de la vie quotidienne (l'alimentation, le sommeil), les sorties extérieurs ayant souvent pour cadre des institutions sanitaires. Cette orientation a été amplifiée en 2011 et le temps de vacation de Parole Expression augmenté, ceci ayant été présenté dans le paragraphe « activités collectives ». Les effets ne sont pas encore visibles sauf pour 2 participantes qui à la suite de rencontre avec le planning familial ont pris les rendez-vous directement.

Fonction de veille pour suivis santé au long court.

L'isolement et la rupture avec les milieux d'origine (y compris avec la prostitution lorsqu'il y a insertion) sont tels, que face à des problématiques de soin lourdes, nécessitant une vigilance et une rigueur, le soutien des travailleurs sociaux dans ces parcours est déterminant, pour :

- ✓ assurer le suivi entre 2 rendez-vous,
- ✓ éviter l'interruption d'un traitement,
- ✓ soutenir le suivi médical par le suivi social
- ✓ veiller aux conséquences des soins,
- ✓ faire émerger les problématiques dominantes dans le groupe des personnes accueillies.

Ainsi, D. personne bulgare âgée de 40 ans, a ré activé un suivi qui était devenue aléatoire. Sa situation s'est brutalement dégradée suite à un changement de sa situation familiale et dans un second temps suite à une agression extrêmement violente (par arme à feu) du père de ses deux enfants. L'accompagnement lui a permis de gérer au mieux l'hospitalisation nécessaire après les trois balles reçues, la prise en charge des enfants, la ré éducation longue à mettre en place et les soins relatifs à la prise en charge de son addiction. Cette situation est révélatrice de la place centrale qu'occupent les travailleurs sociaux du service, cette centralité étant autorisée parce que la situation au niveau de la prostitution, passée ou présente, est claire pour les 2 parties.

Travail partenarial PMI et UTAMS.

Sur les 13 groupes familiaux accueillis, 11 sont des familles monoparentales organisées autour de la mère et 2 couples ont été accompagnés. Pour les couples, il s'agit souvent d'accompagnement social initié vers la maman, qui en fonction de l'évolution de la situation administrative, affective ou autre, prend en compte la dimension familiale.

Parmi les 11 mères isolées 8 sont devenues maman en 2011. Ces situations ont été accompagnées en partenariat avec les centres maternels, la plupart de ces jeunes mamans étant dans des conditions de vie précaire, instable ou insuffisamment protectrice pour l'enfant. L'accompagnement vise dans ces cas à permettre une meilleure compréhension des dispositifs liés à la protection de l'enfance dans notre pays et à favoriser la protection de la maman et de l'enfant.

Les accompagnements santé spécifiques.

Les personnes transidentitaires constituent par définition le groupe d'usagers qui nécessite un accompagnement spécifique santé : nous employons ce terme à la suite du travail avec GEST car il ne donne pas de connotations sur l'origine de la démarche de changement. L'ensemble de la démarche de changement demande une vigilance et un accompagnement précis, renforcé par la lutte contre l'isolement qui caractérise cette question et la prise de produits qui est souvent le recours premier, au changement et à l'apaisement. Les 62 personnes appartenant à ce groupe, en situation d'accompagnement individuel ou collectif, témoignent de l'ancrage du service sur cette question dans l'agglomération toulousaine, et de la plus grande visibilité de la question.

Les traumatismes subis par les personnes victimes – du fait de la prostitution, de la Traite des Etres Humains, de la violence de la vie à la rue et du déracinement - entraînent souvent enfermement, blessure narcissique, manque de confiance en soi, difficulté de relation, un ensemble de troubles qui doivent être pris en charge de façon spécifique. Le travail psychologique et l'accès à la psychothérapie n'étant pas aisés, d'autant plus pour les personnes d'autres cultures, il est important de développer d'autres formes de soins. L'accès à la culture comprise comme accès à des relations diversifiées, à des échanges qui positionnent au sein d'une communauté partageant les mêmes codes et permettant de se situer en échanges avec les autres, sont des actions qui permettent un mieux-être en terme de santé. Les ateliers collectifs, français et groupe de parole, sont à ce titre, fondateurs.

Fonction de coordination.

Cette fonction de coordination a pour objectif d'aider à prendre un RDV, à renouer des liens avec un professionnel, évaluer le niveau de compréhension, de mieux mesurer le niveau d'acceptation réel du soin. Vis-à-vis de cette fonction, l'accompagnement à long terme, même très espacé, permet de garder la mémoire du parcours antérieur, et de faire le lien avec la situation présente. Les protocoles de prise de note et d'archivages des documents professionnels étant très structurés dans l'établissement, chaque travailleur sociaux peut faire référence rapidement au parcours global de la personne.

Les partenaires santé réguliers :

Centre de santé CPAM – Centre de Planification Familiale – DDV Dispositif Départemental de Vaccinations – DDLAT Dispositif Départemental de Lutte Anti Tuberculose – CHU Purpan et Rangueil dont Médecine Légale – PASS La Grave – Hôpital Joseph Ducuing et Paule de Viguier – Service Dermatologie Vénérologie Lagrave - Ecole dentaire Hôtel Dieu et Rangueil – SMIT Purpan – CDAG et CIDDIST lagrave - Consultation médicale CCAS – Association Sépia (VIH IST) – MDPH Maison des Personnes Handicapées) – La case santé – Médecin du monde – Médecine de ville : Médecins Généralistes (6 médecins) – Ophtalmologiste – Opticien – Dentistes (3) Psychologues – Psychiatre -

Parmi eux des partenariats particuliers : Sensibilisés aux personnes que nous orientons ils peuvent être pour nous des professionnels ressource pour adapter nos accompagnements santé : Centre de

planification familiale – SDV La grave – La PASS - Plusieurs médecins généralistes de ville et médecins spécialistes.

Récapitulatif des 228 actions santé pour l'année 2011. Nous ne parlons plus de personnes accompagnées mais d'actions différentes menées au titre de la santé sur l'ensemble de la file active.

Problématiques santé	Nombre de situation	Partenariat engagé
Problèmes psychologiques	34	Médecine légale, Expertise après dépôt de plainte ou audience, Suivi santé, Orientation vers une prise en charge spécifique,
Violences	10	SAVIM, Apiaf,
VIH	3	Hôpital Joseph Ducuing
Troubles personnels	12	Suivis médecins généralistes + Activités collectives en externe pour lutter contre l'isolement, l'enfermement.
Problèmes psychiatriques	10	Psychiatres – infirmiers – cliniques privées : la participation à l'accueil collectif de l'établissement + activités externes sont des lieux de mise en place du soin
Alcoologie	6	Médecins généralistes, ANPA
Toxicomanie	3	Médecine spécifique, associations spécialisées
Gynécologie	16	Centre de planification CG, planning familial,
Grossesse	5	Centre de planification CG – Paul de viguer
Pathologies somatiques	28	Hôpitaux et MDPH
Maladies graves	3	
Endocrinologie	8	Endocrinologues libéraux
Consultations associations	5	MDM, CCAS,
Hospitalisations	7	
Bilans santé	12	CPAM,
Suivis enfants	11	Conjointement avec la PMI, les TAMS,
Hospitalisation psy	8	Majoritairement en cliniques psy
Reconnaissance MDPH	7	
Problème dentaire	27	Cabinet en libéral
Problème de vue	22	Cabiner en libéral

ACCES A L'EMPLOI ET LA FORMATION

Pour les personnes ayant vécu la prostitution, la question de l'emploi, de la formation et de l'argent revêt encore une fois un caractère particulier. Lorsque la décision « de faire autre chose » est prise, se pose la question de la formation puisque majoritairement les personnes commencent la prostitution très jeunes, voire mineures. La question de formation se pose de fait très rapidement, soit parce que les personnes n'ont jamais exercé d'autres activités soit parce la formation initiale a été acquise dans un autre pays. Le rapport à l'argent, (combien on en gagne, comment on le dépense, etc) engage les personnes d'une manière particulière dans l'activité ou dans la préparation à l'activité : il faut souvent que les personnes ré apprennent à avoir un rapport apaisé à l'argent.

En 2011, 53 personnes ont bénéficiés d'un accompagnement au titre de l'insertion professionnelle :

- **23 personnes ont été accompagnées à l'emploi souvent en CDD,**

Les secteurs prioritaires étant l'entretien (des collectivités, régies de transport, hôpitaux, etc.) et le bâtiment, pour les conjoints.

Une écrasante majorité des personnes positionnent l'aide à la personne en termes de choix pour l'activité à long termes.

- **30 à la formation,**

L'école de la seconde chance, le Plie-ARPADE, les filières pôle emploi ont été les principaux partenaires.

L'ACCES A LA REGULARISATION : DEMANDE D'ASILE ET LE L 316-1

Pour rappel, il existe deux procédures qui peuvent amener protection aux victimes de réseau de Traite d'Êtres Humains : la protection dite subsidiaire au titre de la demande d'asile et le dépôt de plainte en s'appuyant sur l'article L316-1 du CESEDA (Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

La demande d'asile déposée à l'OFPRA, se fait par une personne qui se dit victime de réseau de traite de prostitution : la protection lorsqu'elle est accordée permet après l'obtention d'un titre de séjour temporaire, de s'extraire du contexte de contrainte et de s'intégrer dans le contexte social. La 1^{ère} demande est souvent rejetée, la protection subsidiaire 1 ou 2 étant alors accordée lors du recours devant la CNDA.

La protection au titre du L 316-1, est une démarche de dénonciation et de dépôt de plainte qui s'appuie sur le principe « protection contre coopération ». L'article L 316-1 du CESEDA, prévoit qu'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » peut être accordée à la victime qui coopère avec les services de police en témoignant ou en déposant plainte contre les auteurs des infractions en lien avec la traite, en vue de démantèlement du réseau qui l'exploitait.

Les deux démarches ont donc une logique différente, mais ne sont pas incompatibles.

La grande majorité des démarches d'accompagnement effectuées se font au titre de la demande d'asile, le recours au L 316-1 est beaucoup plus rare car elle demande une implication beaucoup plus importante de la personne concernée.

Cet axe de travail est très important pour le service depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, et l'arrivée dans les villes occidentales des personnes des pays de l'Est. Par la suite, ce sont les personnes issues des réseaux de traite de l'Afrique centrale qui sont arrivées, probablement parce que la situation économique de ces pays s'est fortement dégradée.

Ce travail très spécifique se fait grâce à un partenariat diversifié avec Amnesty International, dont une des deux juristes est basée à Toulouse. Il s'agit d'un travail fait en commun sur l'établissement des dossiers des personnes, de conseils sur les démarches en cours, ou de temps de formation fait à l'Amicale du Nid.

Situations exceptionnelles et heureuses en 2011 : deux des quatre plaignantes du procès dont l'audience s'est tenue à la cinquième chambre du TGI de Toulouse en octobre 2010 ont eu des Cartes de Résident délivrées par la préfecture. Le fait qu'il y ait eu condamnations leur ouvre ce droit, qui est une forme de reconnaissance que leur envoi le pays d'accueil. Pour les deux autres plaignantes, une n'a pas été retenue dans la procédure et la seconde ne rassemble pas suffisamment d'indicateurs d'insertion sociale pour y prétendre.

Pour 2011, le nombre de personnes accompagnées sur les demandes de régularisation, d'asile et L 316-1, s'est monté à 37 personnes pour des dossiers actuellement en cours ou à finaliser.

20 dossiers de régularisation concernent des personnes qu'il faut suivre de près, la stabilisation étant trop proche ou instable, les personnes bénéficiant d'un titre de séjour pour raison de santé (Etranger Malade) sont fragilisés depuis les dernières lois.

VI - L'ACTIVITE PREVENTION, FORMATION.

VI -a - Rappel des principes fondateurs.

L'accompagnement des personnes en situation prostitutionnelle est une problématique qui est rangée dans le champ de l'insertion sociale, mais cette action d'accompagnement ne peut pas être dissociée d'actions de sensibilisation, d'information, de formation et de prévention, autant auprès du public cible, en général les jeunes, qu'auprès de leur entourage : familial, professionnel et amical.

Le principe fondateur est qu'à partir de notre cœur de métier, à savoir donc l'accompagnement des personnes en situation prostitutionnelle, le service a les moyens d'assurer une fonction ressource sur le territoire toulousain, qui permet à la collectivité une meilleure prise en compte de cette problématique et un meilleur accès aux dispositifs d'aide, en premier lieu auprès des personnes qui sont le plus vulnérables.

D'où la nécessité d'articuler au mieux les moyens d'intervention sociale (les outils de l'insertion) aux moyens de la prévention, parce qu'il s'agit bien d'une problématique sur laquelle nous pouvons agir en amont, et dans une logique de territoire.

Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons fait le choix, qui est en fait un pari, de continuer les actions de prévention et de formations, malgré la sortie de cet axe de travail des financements DGF en 2009, ce pari continuant malgré les deux derniers résultats, déficitaires. Cet axe de travail, bien que fragilisé actuellement est en place depuis 1998, cette longévité témoignant de son inscription auprès des différents publics et son utilité.

Notre détermination n'a en effet pas faibli sur l'intérêt de porter au-devant des personnes qui ne sont pas demandeuses d'accompagnement social, des éléments de réflexion, d'analyse, qui permettront d'aborder la problématique prostitutionnelle à la fois à partir d'éléments liés à l'histoire du sujet mais également à partir d'éléments plus larges qui traitent des phénomènes sociaux, culturels, historiques, notamment la place des hommes et des femmes dans notre société, la question de la sexualité et de la prégnance de l'argent dans les fonctionnements sociaux.

L'inflexion nouvelle pour cette année se trouve dans notre volonté de porter cette dynamique dans des territoires voisins. En effet, l'essentiel des établissements qui prennent en charge les personnes prostituées sont établis dans la ville de Toulouse, avec une action qui au mieux concerne l'agglomération toulousaine. Bien évidemment, la problématique prostitutionnelle ne se cantonne pas aux grandes villes, d'où notre volonté d'essaimer nos messages de prévention, sensibilisation, formation dans les départements voisins. Dès notre première entrevue avec Emylie Provensal, chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité, ce sujet avait été abordé, dans une volonté partagée de traduire sur le territoire régional, une meilleure prise en compte de la prostitution. Dans le cadre de la semaine internationale de lutte contre les violences faites aux femmes nous avons mis en place une conférence sur les violences entre les genres et les situations pré prostitutionnelles à Cahors, qui s'adressait à environ 280 lycéens, l'évènement étant placé sous la responsabilité du CLSPD de la ville. En 2012, nous travaillerons avec la Maison de l'Adolescence d'Albi sur une modalité qui reste à affiner mais qui s'orientera vraisemblablement vers une sensibilisation aux professionnels de la jeunesse.

Quelques éléments complémentaires permettent de mieux prendre en compte les éléments sociétaux qui éclairent les questions liées à la prostitution d'une manière particulière.

L'influence grandissante des moyens de communication qui :

- ✓ Véhiculent une image souvent peu valorisante des personnes, et notamment des femmes, qui sont souvent utilisées comme objet,
- ✓ Véhiculent l'hyper sexualisation des jeunes gens notamment à travers la mode et le commerce,
- ✓ Facilitent l'accès à l'image pornographique qui favorise chez les jeunes l'intégration de modèles violents et forts,
- ✓ Permettent l'accès à de nouvelles formes de prostitution qui n'en sont pas moins dangereuses parce qu'elles sont virtuelles au début,

L'impact des évolutions géo politiques qui induisent:

- ✓ Le besoin d'accéder à des conditions de vie meilleure pour des populations de plus en plus importantes,
- ✓ La manipulation de personnes les plus fragiles dans les pays les plus pauvres, au bénéfice des pays les plus riches,

L'impact d'une société :

- ✓ Où l'argent et la consommation deviennent la référence absolue,
- ✓ Où l'humain devient la variable d'ajustement,

L'impact d'une éducation de plus en plus difficile à mettre en œuvre :

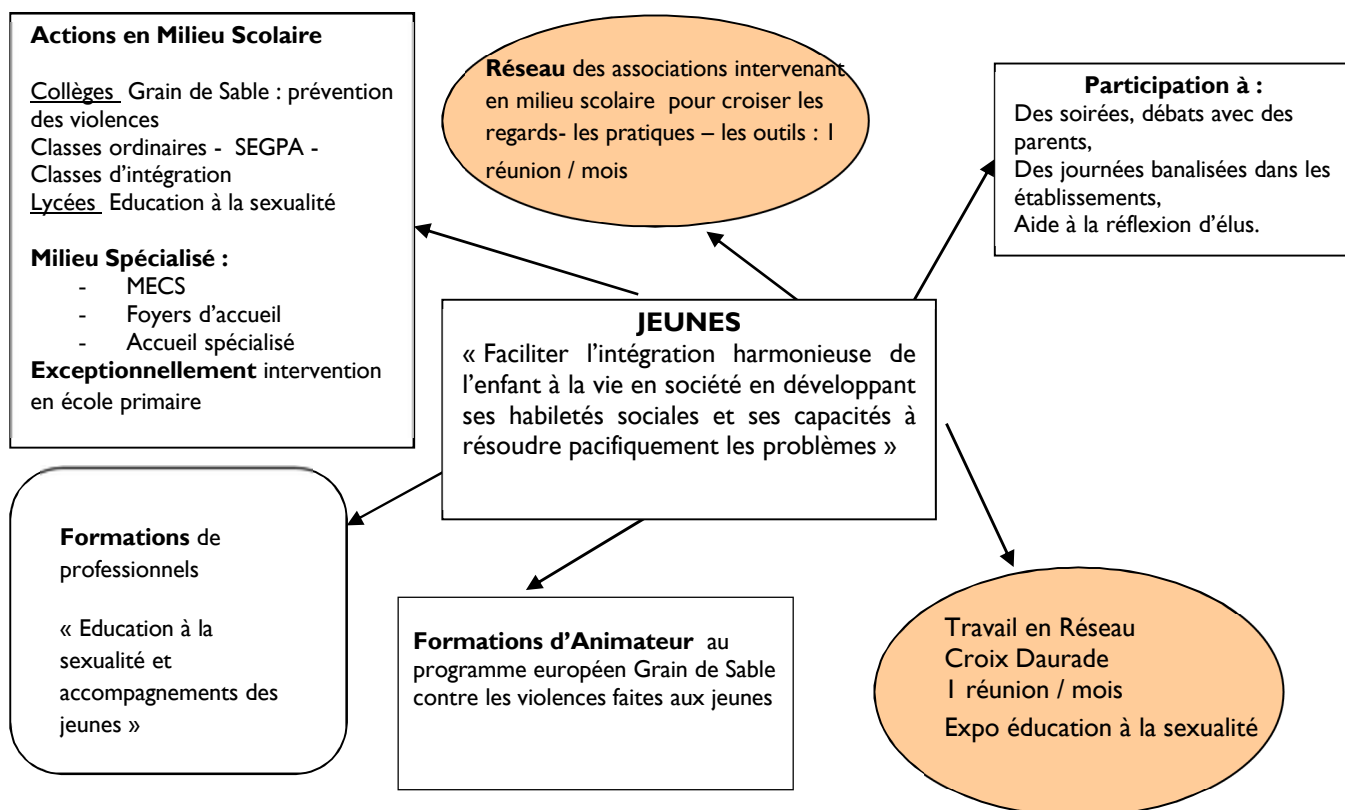
- ✓ Problèmes d'illettrisme et d'acculturation croissants,
- ✓ Non transmission des codes sociaux et difficulté à se référer à la dimension collective d'une société,
- ✓ Difficulté à se référer à des adultes, ceux-ci étant souvent eux même fragilisés par les évolutions sociales,
- ✓ Fragilisation de la notion de projet d'activité ou de travail.

Cet ensemble de raisons favorise le développement et la diversification des phénomènes prostitutionnels, ceux-ci devenant des « réponses » à des situations ou à des difficultés pour des personnes qui en étaient jusque-là protégées, se banalisent dans les systèmes de pensée dominants, changent de physionomie tout en se développant.

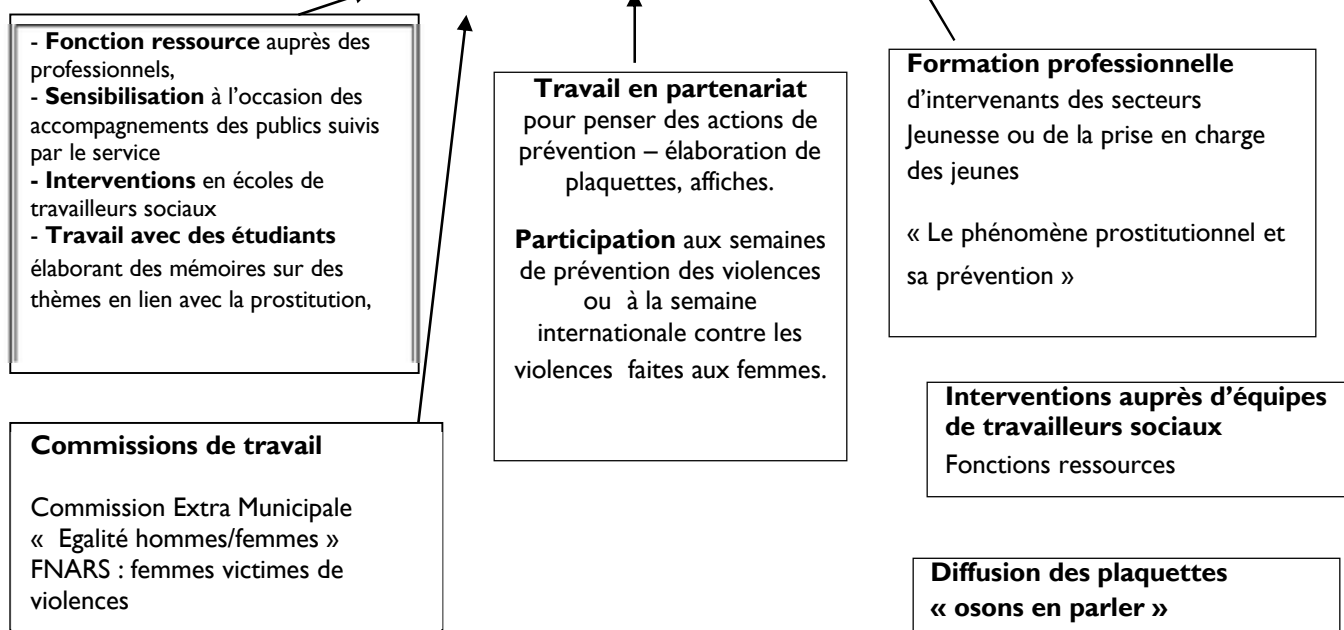
Il est donc important pour l'amicale du Nid 31, mais également au niveau national de travailler :

- ✓ Auprès des publics les plus fragiles, les jeunes en milieu scolaire ou étudiant,
- ✓ Auprès des adultes qui les accompagnent dans leur quotidien,
- ✓ Auprès des institutions et les collectivités locales par le biais d'actions différenciées et adaptées.
- ✓ Auprès des citoyens qui méritent un débat d'une autre teneur autour de la prostitution, parce que cette problématique aborde des questions centrales, pour les individus et les systèmes sociaux.

EN DIRECTION DES JEUNES



PREVENTION DU RISQUE PROSTITUTIONNEL



VI - b- Activité 2011

FONCTION RESSOURCE

Par fonction ressource il faut entendre, l'accompagnement de professionnels ou de groupes de personnes, qui sollicitent un accompagnement. Leurs questions ou interrogations s'orientent souvent sur une recherche de compréhension et d'élaboration sur les conduites prostitutionnelles, réelles ou supposées, de jeunes dont ils ont la responsabilité, familiales ou d'encadrement. Il s'agit donc d'aider les intervenants ou les parents à construire leurs représentations afin de leur permettre de prendre les positions les plus justes. Cette fonction est difficile à mettre en œuvre car elle demande disponibilité, adaptation aux projets et demandes, bonne connaissance des acteurs, co-construction spécifique, avec souvent le risque de mises en œuvre aléatoires.

Cette fonction est celle qui a été le plus impactée par le manque de disponibilité de la chargée de prévention. En effet la référente de l'action prévention a suivi une formation à temps partiel jusqu'en juillet et a été en arrêt maladie à partir d'octobre.

- **actions mairies** : la commune d'Aussonne, a été accompagnée sans pouvoir aller au terme de la démarche pour la mise en place d'une formation en interne adressée aux animateurs jeunesse sur le thème des violences sexuelles entre les jeunes. Le travail demandait un engagement trop lourd pour le service cette année.
- **actions milieu de l'animation** : la Maison de la Jeunesse et de la Culture de Castelginest, a été en demande de soutien pour un projet de sensibilisation des jeunes sur l'éducation à la sexualité, à partir du jeu de société « Calin Malin ». Le projet n'a pas pu être amené à son terme pour les raisons indiquées ci-dessus.
- **action milieu étudiant** : accompagnement de 9 étudiants sur leur projet de formation et de recherche, en y intégrant les questions liées à la prostitution et la sexualité, au centre de documentation de l'établissement. Cet axe est d'autant plus important qu'il permet de diversifier l'approche de ces questions et de mieux analyser la place des conduites prostitutionnelles dans la société française.

FONCTION EDUCATION A LA SEXUALITE

Par éducation à la sexualité, il faut comprendre l'accompagnement des adolescents dans l'approche des questions liées aux changements induits par l'émergence de la sexualité et les évolutions qui s'ensuivent dans les relations aux autres, et à soi. Il y est donc question de changement, d'émotion, de désir, de peur, de choses qui ne sont plus comprises, de pulsions difficiles à contrôler, de rapport à l'autre qu'il faut réorganiser et de choix à faire.

- **action collègue** : le Conseil Général 31 soutient depuis 2010 une action menée sur 4 classes réparties dans 2 établissements l'objectif étant de travailler à l'élaboration de message de sensibilisation à destination de leurs pairs. Le contenu a été défini à partir de leurs questions, réflexions et de ce qu'ils souhaitaient partager. Le support devait être un objet faisant partie de leur quotidien un calendrier scolaire étant le support défini. Les maquettes ont été finalisées dans la première moitié de l'année mais la réalisation matérielle du support

s'avérant impossible à honorer pour les services du Conseil Général suite à une réorganisation de l'imprimerie du CG 31. Nous envisagerons avec la direction du service Enfance et Famille, la suite à donner à cette action. Néanmoins, environ 70h d'intervention directe ont été réalisées par les deux travailleurs sociaux, organisées autour de la sensibilisation à l'éducation à la sexualité.

- **action quartier** : poursuite de l'action engagée en 2009, grâce à une subvention pluriannuelle DGAS sur le quartier Croix Daurade. L'objectif est la mise en place d'action de sensibilisation et de prévention des jeunes et des adultes, visant à permettre une meilleure prise en compte des relations entre les genres. Cette action a également souffert de difficultés, non liées à l'activité du service en 2011 : la raison principale en est la fragilisation même du réseau par le changement d'implication des acteurs historiques, et l'évolution de positionnement de certaines institutions centrales. Ont pu être menées différentes actions mais sans prétendre à la globalité d'une action réseau sur le territoire quartier. Intervention massive tout de même au LEP Bayard, durant la journée du Forum-Citoyen auprès de 10 groupes de 1^{ère} et terminales à partir du programme Itinéraire Bis. A également été réalisée la soirée débat dans les locaux de la maison de quartier, pour un auditoire très réduit. Le travail auprès des classes de collèves a pu être finalisé.

FONCTION FORMATIONS

La formation s'adresse aux professionnels, de l'animation, de l'éducation en charge de population jeune, de personnel des administrations ou d'établissements d'enseignement. Les formations leur permettent de mieux aborder les situations de prostitution, de violence, de sexualité avec leur public, de mettre en place des projets de prévention, de structurer différemment les actions d'accompagnement ou d'orientation. Ces formations, qui suivant le module font de 3 à 5 jours, permettent aux différents professionnels d'occuper leur fonction en bénéficiant de l'expérience de l'Amicale du Nid, sur l'accompagnement et la prévention de situations prostitutionnelles.

- **action vers les dispositifs jeune** : deux formations ont eu lieu en 2011, avec comme méthodologie le programme européen Grain de sable, sur la thématique des violences faites aux adolescents et des relations filles garçons.
La première s'est adressée aux acteurs du Conseil Général du 93, les 21-22-23 mars, 14 stagiaires étant présent. Cette formation fait partie des projets négociés nationalement et effectués par les équipes des territoires régionaux, cette pratique favorisant la mutualisation nationale au sein de l'Amicale du Nid.
La seconde s'est déroulée dans les locaux de l'Amicale du Nid 31, les 10-11 et 17-18 octobre, elle était orientée vers les secteurs jeunesse de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse. Cette action est soutenue par une subvention de cette collectivité depuis plusieurs années. L'objectif de la CUGT est de créer une dynamique de réseau entre les différents acteurs jeunesse à partir d'une formation commune qui vise entre autre à favoriser la mise en place d'action de sensibilisation/prévention des violences.
- **action éducation à la sexualité** : une action de formation interne a été initiée en 2011, en direction des acteurs de prévention des différents établissements de l'Amicale du Nid nationale. L'objectif pour l'établissement toulousain était de transmettre son savoir-faire en termes de sensibilisation à l'éducation à la sexualité, spécificité de notre équipe. Cet objectif intègre la dynamique nationale de partage et de mutualisation des outils de prévention et de formation, et à ce titre a été soutenue par des financements DGAS, jusqu'alors orientés sur le réseau Croix Daurade. Une première journée de présentation le 28 juin a précédé la formation proprement dite, du 26 au 29 septembre. 13 salariés des différents établissements ont bénéficiés de ce travail.

FONCTION SENSIBILISATION /PREVENTION RISQUES PROSTITUTIONNELS

La prévention de la prostitution s'appuie sur des actions d'information, de sensibilisation des populations jeunes, ici universitaires, sur les risques de certaines conduites et un soutien à l'objectivation des risques : il peut être question des petits boulots « paradoxaux », des relations sexuelles échangées contre des prestations de la vie quotidienne (colocation, appartement mis à disposition) mais également de violences faites aux femmes et plus largement de l'incidence de la précarité sur la fragilité des parcours de vie.

La sensibilisation du milieu universitaire a été mise en œuvre en grande partie par les actions en lien avec le site Internet de l'établissement, dont un des objectifs principaux est la population jeune et étudiante parce qu'il s'agit du moyen de communication le plus en phase avec la culture jeune actuelle. Le site de l'établissement a reçu 35 886 connexions, ceci indiquant le besoin du grand public en information sur la prostitution. Au-delà de ce constat qui présente une des fonctions du site, il faut relever le nombre de contact permis par ce site, ce qui est une autre de ces fonctions.

En termes de lien direct avec des personnes en demandes, 24 personnes ont été en lien avec l'établissement suite à des courriels. Sur ces connexions, 8 ont concernées des questions ou des situations liées à la prostitution. Les 6 situations de prostitution effective, concernaient toutes des personnes en lien avec le milieu universitaire ; 4 personnes directement (2 souhaitant être aidées pour quitter la prostitution, 1 s'interrogeant sur ses activités d'Escort girl, la 4^{ème} étant dans une situation plus lourde), 2 demandes émanant d'entourages, 1 familial, 1 amical. 12 personnes ont été en lien avec l'établissement par le site sur les questions de transsexualisme, 5 étant venue au service pour des demandes d'accompagnements spécifiques dont 1 pour participer au groupe de parole bi mensuel, ouvert sur la transidentité.

Le second niveau de sensibilisation dans le milieu universitaire est lié à la mise en place de la recherche action mise en route sur le site de l'université du Mirail avec le laboratoire de recherche de psychopathologie de messieurs Sauret et Pierlau, le directeur de recherche étant Mr David Vavassorie, responsable du Laboratoire de Clinique Psychopathologique et Interculturelle. L'objectif est de mieux comprendre, par la réalisation de questionnaires semi-directifs, les parcours de prostitution des étudiants, la précarité n'étant sans doute pas une explication suffisante aux conduites prostitutionnelles en milieu universitaire. L'intérêt de cette démarche réside dans la sensibilisation par une meilleure compréhension, en s'appuyant sur la mobilisation d'un enseignement.

AUTRES FONCTIONS

-**Site internet** « amicaledunid31.fr » : le travail lié à la mise en place du site mérite cette année une place particulière. En effet la travailleuse sociale chargée de la prévention, est la personne qui a été missionnée pour l'arborescence, l'élaboration des différentes pages et l'articulation des différents textes. Ceux-ci étaient réalisés par les travailleurs sociaux en charge de la thématique traitée, l'organisation collective étant effectuée par des réunions mensuelles qui rassemblaient l'ensemble de l'équipe. Cette structuration a été mise en place car le site de l'établissement a une fonction de communication, de prévention et de sensibilisation.

L'éducatrice de prévention a ainsi engagé environ 220 heures de son temps sur cette action. Elle restera une des 2 personnes chargées du suivi et de l'évolution du site. Il faut noter que les trois premières situations de travail induites par le site ont toutes un lien avec le milieu universitaire.

Lors des absences de la référente site et chargée de prévention, l'équipe organise son remplacement en fonction des disponibilités.

LES PROJETS 2012

En cette fin d'année 2011, les nouveautés à mettre en perspective, en plus des actions traditionnelles, sont liées au partenariat développé avec Mme Emylie Provensal, Chargée de Mission aux Droits des Femmes et à l'Égalité. Deux axes seraient développés. Le premier viserait à permettre une meilleure prévention et prise en charge des conduites pré prostitutionnelles chez les jeunes, par la formation des professionnels des MJC, FJT, Missions locales Toulouse et Haute Garonne, Club de prévention. Deux sessions de formation sont envisagées. Le second axe privilégierait une meilleure prise en charge des personnes victimes de Traite des Êtres Humains à fins d'exploitation sexuelle, par la formation des acteurs et la mise en place d'un groupe de travail rassemblant les institutions concernées. Cette action sera probablement co-construite avec Amnesty International, notre partenaire local sur ces questions.